

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 28 MARS 1977  
N° 411 1,50 F

Belgique 15 FB  
Commission paritaire 56942  
\* \*

Au-dessus  
des Canaries

**Catastrophe  
aérienne  
sans  
précédent**

**PLUSIEURS  
CENTAINES  
DE MORTS**

Une catastrophe aérienne sans précédent a eu lieu hier après-midi au-dessus des Canaries. Deux Boeing 747, avions de très grande capacité, se sont heurtés à la verticale des Iles Canaries. Malgré les recherches, il est malheureusement probable que plusieurs centaines de morts seront à dénombrer.

**A DROITE :**

**GRANDES  
MANŒUVRES  
CETTE  
SEMAINE**

Le comité central du RPR s'est prononcé ce week-end contre l'élection proportionnelle pour les législatives, et il a pris une position plutôt défavorable à l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Cependant, on attend toujours le remaniement du gouvernement, Giscard l'annoncera peut-être dans le discours qu'il fera ce soir à la télévision. En tout cas, les formations de la «majorité», pour qui la situation est bloquée, attendront probablement pour faire de nouveaux gestes, la rencontre de demain entre Giscard et Chirac.

lire notre article p. 4

BARRE À LYON

## 800 MILLIARDS POUR LES PATRONS



Chaque fois qu'il se déplace en province, Barre confirme sa volonté d'appliquer brutalement son plan d'austérité. Et il reçoit l'accueil qu'il mérite : ici, c'était au cours d'un voyage à Rocamadour, les travailleurs de l'aéronautique de Figeac manifestent

● Biscuits l'Alsacienne (Créteil)

**Les nouveaux  
délégués  
mis en fiches  
par la police**

● Paris-Rhône (Lyon)  
15 mois après la  
grève

**Un ouvrier  
condamné à  
1 million  
d'amende !**

● Congrès de l'UD  
CFDT du Rhône

**Une avancée  
dans le  
syndicalisme  
de lutte  
de classe**

Lire en p. 5

● 100 km à pied sur  
les routes du Nord  
pour une famille de  
5 enfants

Lire en p. 6

## CYRUS VANCE À MOSCOU LE JEU DANGEREUX DES SUPER- PUISSANCES



La course aux armements USA-URSS largement favorisée par les négociations SALT

Voir p. 7

800 milliards pour les patrons, ce sont les mesures que Barre a annoncées à Lyon, une semaine après les élections municipales.

Ces 800 milliards se décomposent comme suit : 300 pour favoriser l'investissement dans les entreprises exportatrices, 100 milliards pour les économies d'énergie, 200 pour les grandes sociétés (qui profiteront de toute façon largement des 400 premiers), et enfin, 200 milliards pour les petites et moyennes entreprises.

Quant aux travailleurs, il leur dit que «des revendications excessives n'auraient d'autre résultat que de compromettre leur propre emploi». Ainsi, la politique commencée au mois de septembre dernier, de blocage des salaires et d'agitation de la menace d'une augmentation d'un chômage pourtant déjà terriblement élevé se poursuit.

A l'égard du patronat, cependant, le premier ministre multiplie les réponses favorables aux demandes de déblocage de crédits, formulées avec insistance depuis maintenant plusieurs mois. La politique de «relance sélective» est ainsi consacrée, contrairement à toutes les déclarations faites dans le premier trimestre du ministère Barre. Le patron des patrons, Ceyrac lui-même, a estimé que les sommes débloquées par le gouvernement «constituent un effort d'une ampleur importante». Il a jugé utile de poursuivre sa pression en exigeant que le taux d'intérêt sur ces prêts soit inférieur de près de moitié au taux actuellement pratiqué sur le marché de l'argent.

Gingembre, des petites et moyennes entreprises, a également dit sa satisfaction. Et Bergeron, le syndicaliste gouvernemental, a fait chorus pour l'occasion.

Suite p. 3

## INTERNATIONAL

Après le sommet européen

## L'EUROPE CARTERISÉE



Barre et Jenkins

si tu es sage  
tu vas à Londres

Cause toujours,  
Carter est avec moi

Il paraît que c'est sur proposition de Giscard d'Estaing que «le président du conseil et le président de la commission (de l'Europe) seront invités à participer à celles des séances de la réunion de Londres au cours desquelles seront discutés les sujets qui relèvent de la compétence communautaire». Cette réunion de Londres, qui doit se tenir les 7 et 8 mai, est la réédition des «sommets des pays riches» qui s'étaient déjà tenus à Rambouillet, puis à Porto Rico.

Jusqu'ici, les participants étaient les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Japon et le Canada. En permettant une représentation commune de l'Europe des Neuf, les ministres réunis à Rome ont accru le poids de l'Angleterre dans ce «sommet des riches». Actuellement, c'est en effet le premier ministre britannique Callaghan qui est le président des Neuf, et un autre Anglais, Jenkins, qui préside la commission. Etant donné les rapports étroits entretenus par Londres avec les Etats-Unis, cela revient à leur donner pratiquement une voix supplémentaire dans la réunion du mois de mai prochain.

Il n'y a pas si longtemps, notre gouvernement était le seul à s'être opposé ouvertement à cette représentation soi-disant communautaire. La formule qu'il a finalement proposée lui-même, et qui limite aux «sujets relevant de la compétence communautaire» cette représentation européenne, n'est qu'une clause de style : la communauté européenne étant essentiellement un ensemble économique, et les sujets de la conférence de Londres étant eux aussi économiques, cela revient à dire que Jenkins sera présent pratiquement pendant toute la conférence.

Voilà comment finissent, aujourd'hui, toutes les tentatives de Giscard pour se présenter dans le droit fil de la tradition gaulliste d'affrontement avec les USA : dans l'aveu d'échec et la soumission la plus plate. Au reste, dans une Europe où l'Allemagne, par son poids économique, tend à faire la pluie et le beau temps, quel est le pays qui prétend s'opposer sérieusement à la main-mise américaine ? Aucun, comme les derniers développements des rapports Europe-USA le montrent encore.

## LES DÉCISIONS DE ROME

**SOMMET DES PAYS RICHES :** Contrairement à ce que Giscard avait proposé dans un premier temps, la communauté européenne sera représentée à la réunion de Londres les 7 et 8 mai prochains.

**CONFÉRENCE NORD-SUD :** Juste après que la nouvelle administration américaine ait changé sa position sur la question du fonds de soutien aux prix des matières premières réclamé par les pays du Tiers-Monde, l'Allemagne a pris exactement le même virage. Désormais, l'Europe ne s'opposera plus de front à cette revendication du Tiers-Monde. Mais elle demande que ce fonds ait «une portée relativement modeste», et prétend limiter son fonctionnement à une gamme trop réduite de matières premières.

**EXPORTATIONS JAPONAISES :** De nombreux capitalistes européens doivent faire face à une concurrence sauvage de leurs confrères japonais. Plusieurs pays demandaient que des mesures soient prises pour y mettre fin. L'Allemagne, qui est en mesure de tenir le choc japonais, était contre : finalement, rien n'a été décidé, sinon que l'Europe poursuivra «des discussions intensives» avec le gouvernement japonais : le chancelier allemand Schmidt a gagné.

**PLAN SIDÉURGIE :** Le plan préparé essentiellement par les autorités allemandes, prévoyait notamment la liquidation d'une bonne partie des industries sidérurgiques de Lorraine (en France), et de Wallonie (en Belgique). Il n'a finalement pas été formellement adopté. Mais comme la concurrence japonaise sur l'acier est maintenue, les secteurs menacés par le plan allemand seront de toute façon éliminés.

**CHÔMAGE :** Un bavardage «tripartite» entre représentants patronaux et syndicaux et les gouvernements européens aura lieu l'été prochain. C'est encore une de ces propositions de Giscard, qui ont le mérite de faire du bruit, sans porter remède à quoi que ce soit.

## L'ATTITUDE A L'ÉGARD DU TIERS-MONDE ET LA POSITION ALLEMANDE

La définition d'une position commune sur le dialogue Nord-Sud apparaît en contradiction avec la politique allemande. Alors qu'à Nairobi, l'Allemagne s'était opposée, jusqu'à être complètement isolée avec les Etats-Unis, à ce que soit adoptée la proposition du Tiers Monde de constituer un fonds de régulation des matières premières, à Rome la position européenne à laquelle s'est ralliée l'Allemagne en accepte ce principe, dans des proportions modestes cependant. Mais, le tournant n'a pas été pris à Bonn, il a été pris à Washington. Le 12 mars dernier le représentant américain à une réunion de l'ONU sur les matières premières a fait savoir que les USA avaient décidé de négocier avec le Tiers Monde sur la base de la constitution du fonds de régulation.

Un responsable américain annonçait au même moment à Washington que malgré l'opposition allemande à ce projet «il y a des conditions financières avec lesquelles les Allemands pourraient s'accommoder» et il ajoutait que le Japon se rallierait également à la position américaine !

## ANGLETERRE-USA

## DES RELATIONS ENCORE PLUS ÉTROITES

Au cours de la réunion de Rome, Jenkins, le président britannique de la commission européenne, a sorti de sa poche une lettre de Carter, dans laquelle celui-ci se prononçait ouvertement en faveur d'une représentation de la «communauté européenne» en tant que telle au sommet de Londres les 7 et 8 mai prochains. Cette proposition avait déjà été faite par Mondale, le vice-président américain, lors de son voyage en Europe à la fin du mois de janvier.

Pour soutenir l'économie anglaise chancelante, le premier ministre Callaghan avait obtenu l'appui américain pour un prêt de quatre milliards de dollars du Fonds Monétaire International. Ain-

si est venue s'ajouter aux «relations privilégiées» déjà existantes entre Londres et les USA une dépendance supplémentaire. Il est normal que Carter, dans ces conditions, se soit prononcé à deux reprises pour la participation du britannique Jenkins, en tant que président de la communauté européenne, au sommet de Londres.

Cette position anglaise est d'autant plus frappante que, lors de l'ouverture de la conférence Nord-Sud, l'Angleterre avait au contraire fait valoir que la communauté européenne ne pouvait valablement représenter les intérêts britanniques. Dans toutes les circonstances, le gouvernement de sa Majesté sert donc à apporter une voix américaine de plus dans le concert des nations.



Janvier dernier : Tindemans, alors premier ministre belge, devant le Parlement européen : la supranationalité qu'il a recommandé était aussi une porte ouverte pour les Etats-Unis, en Europe.

## CALLAGHAN : VIVE CARTER

Les positions anglaises à l'égard des Etats-Unis s'étaient affirmées lors du voyage de Callaghan à Washington. Il s'y était rendu en Concorde, mais s'était abstenu de parler de l'avion, par contre il avait chanté les louanges des Etats-Unis. «Les Etats-Unis supportent le plus lourd fardeau du monde libre dans les domaines économiques, politiques et de l'aide. Mais vous pouvez et vous avez commencé de porter cette influence à un haut degré politique...»

Le Marché Commun recherche «un partenariat étroit et un renforcement des relations entre les Etats-Unis et l'Europe. L'action intergouvernementale est nécessaire pour que le monde libre sorte rapidement de la récession».

## LES CONTRADICTIONS ALLEMAGNE-USA

## LA DOMINATION US SORT RENFORCÉE

Les contradictions entre certains pays européens et les Etats-Unis ont paru nombreuses dans les derniers mois : ce fut d'abord l'affaire du Concorde, qui s'est achevée par une affirmation des industriels de l'aéronautique américaine, une fois que l'échec commercial de l'avion a été assuré par les refus américains.

Avec l'Allemagne, les contradictions portaient sur trois points et jetaient «une ombre sur les relations germano-américaines».

Les USA s'opposent à la vente par l'Allemagne de huit centrales nucléaires et d'une usine de retraitement au Brésil. «C'est la plus grande affaire dans l'histoire du commerce extérieur allemand» affirme «Der Spiegel», elle doit surtout permettre la percée de l'Allemagne sur le marché nuclé-

aire mondial à un moment où elle en a besoin : la capacité de production allemande est de huit réacteurs par an, alors que le marché intérieur ne peut en absorber que deux ou trois.

La seconde contradiction porte sur les chars : le meilleur entre le char US XM-1 et le char allemand Léopard devait au terme des essais devenir le char de l'OTAN. Selon les Allemands, l'armée US a manipulé les essais pour couler le Léopard, qui serait en fait considéré par les experts comme le meilleur char. En riposte, les Allemands avaient annoncé que de toutes façons, ils ne pourraient rien verser pour financer le système de radar volant dont les Américains viennent de vendre 27 modèles à l'OTAN avant 1982, et que le marché des blindés et le marché des radars volants étaient étroitement liés.

Aucune décision ne devrait être prise sur les chars avant l'automne.

Enfin, le gouvernement allemand et la chambre patronale allemande s'étaient dressés contre les propositions de relance de Carter, et avaient d'abord refusé de céder aux pressions exercées par Mondale lors de son voyage pour que les Allemands injectent 20 milliards de marks, au lieu des 10 prévus dans leur plan économique. Le 21 mars Schmidt donnait une longue interview, après le voyage de deux de ses ministres à Washington, dans laquelle il minimisait les contradictions affirmant, «je ne vois pas de crise» entre les USA et l'Allemagne. Le 23 mars, le gouvernement allemand définissait un nouveau plan économique de 16 milliards de marks. S'il ne cédait pas à toutes les instances américaines, qui convergeaient avec les positions de la

centrale syndicale DGB, il était obligé de plier sur l'essentiel, augmenter son budget de relance.

Malgré les oppositions extrêmement vives qu'ils rencontrent sur tel ou tel point, les Etats-Unis parviennent à soumettre l'Europe, qui, si elle ne parvient pas à assurer sa cohésion interne est contrainte, sous la pression, de resserrer les rangs autour des USA, d'une part parce que ceux-ci tiennent entre leurs mains une grosse partie des leviers économiques, d'autre part apparaissent comme nécessaires à la défense de l'Europe face à la pression soviétique.

Et c'est tout en contrainquant l'Allemagne à accepter leurs conditions, principalement à travers elle que les USA entendent maintenir l'Europe dans leur sillage.

Barre à Lyon

Suite de la une

# 800 MILLIARDS D'AF POUR LES PATRONS L'AUSTERITE POUR LES TRAVAILLEURS

Le discours fait par le premier ministre à Lyon entraîne plusieurs constatations : la première, c'est que les résultats électoraux, aussi mauvais soient-ils pour le gouvernement, ne le conduisent pas, au contraire, à modifier sa politique vis à vis de la classe ouvrière. C'est un démenti formel qui est apporté aux déclarations

du PCF, prétendant qu'il serait possible de faire reculer le pouvoir à l'aide des bulletins de vote.

La deuxième, c'est que, en faisant allusion à la poursuite de son action au cours de l'année 77, le premier ministre s'est prononcé implicitement contre

l'organisation d'élections anticipées : le résultat des municipales pouvait le laisser prévoir. Ainsi, la politique qu'il préconise consiste, comme depuis le début, à avancer dans son «redressement économique», pour permettre plus tard à la «majorité» de remporter les élections.

Le troisième point, c'est l'insistance que Barre a mise à affirmer qu'il ne faisait pas de «politique de l'indice» : la seule chose qu'il promette, c'est, encore que vaguement, une augmentation des prix, globalement inférieure sur l'année en cours à ce qu'elle a été en 1976. Mais, d'ores et déjà, nous sommes avertis : la hausse sera importante au cours des trois prochains mois, tandis que les salaires resteront bloqués.

Enfin, le déblocage de sommes importantes pour le patronat vient contrecarrer

les projets mêmes qui étaient à l'origine du plan d'austérité : il s'agissait, tout en faisant payer la crise à la classe ouvrière, d'adopter une politique générale d'élimination des entreprises retardataires sur le plan de la productivité, pour permettre à l'impérialisme français de se hisser à un niveau concurrentiel avec son rival allemand. Dès le mois de janvier, avec les crédits accordés à la sidérurgie, cette politique commençait à être mise en cause. Aujourd'hui, elle semble pour une large part abandonnée.

Le résultat, c'est que «le meilleur économiste de France» a une stratégie politique (redressement d'abord, élections ensuite), que son action dément chaque jour un peu plus. Tout ce qui reste de son plan, c'est ce qui, d'emblée, en faisait le cœur : une politique de chômage et de blocage des salaires.

J. Lermet.

## CE QU'IL A DIT :

«La France sort d'une période électorale pendant laquelle les joutes politiques ont fait passer quelque peu au second plan les problèmes fondamentaux du pays.»

«Les marchands de rêve et d'illusion ont eu et auront beau jeu de décrire une France à venir dont tous les problèmes seraient résolus comme par enchantement. Ils peuvent d'autant mieux le faire qu'ils n'ont pas les responsabilités du pouvoir et de l'action.»

«Je veux dire à tous les travailleurs que des revendications excessives n'auraient d'autre résultat que de compromettre leur propre emploi... et de conduire inéluctablement à une amputation de leur pouvoir d'achat et à une baisse de leur niveau de vie. Je demande à tous les Français d'observer les disciplines collectives sans lesquelles notre pays ne peut conserver ses chances de progrès ou son indépendance.»

«Je demande enfin à tous les responsables politiques, quelle que soit leur tendance, et dont je ne doute pas, d'ailleurs, de l'attachement à leur pays, de ne point compromettre par des attitudes ou des promesses dictées par le désir de conquérir le pouvoir, le nécessaire redressement du pays.»

«Le gouvernement va poursuivre avec constance et ténacité la politique dont les grandes orientations ont été définies il y a sept mois.»

«L'effort de vérité doit se faire d'abord dans le domaine des prix. Si j'avais voulu faire une politique de l'indice, j'aurais décidé le blocage des prix jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1978, laissant à mon successeur le soin de sortir de la situation factice dans laquelle se serait trouvée de ce fait l'économie française.»

«L'évolution des prix doit être commandée avant tout par une politique saine du crédit et des finances publiques, par la stabilité de la monnaie et de notre taux de change, et par une modération des coûts de production.» (C'est-à-dire le blocage des salaires.)

«Cette stratégie nous permettra de parvenir au cours de 1977 à un taux d'inflation sensiblement inférieur à celui de 76. Même si les indices de prix, au cours des trois prochains mois, sont élevés. Ils signifieront (...) une remise en ordre nécessaire de la structure de nos prix.»



Barre «accueilli» en province : c'était fin janvier à Aubigny-sur-Nère, près de Bourges. Jonchant le sol, des tracts contre Barre, distribués par les agriculteurs qui bloquent le centre de la ville.

## CE QU'EN DIT CEYRAC

«Les quatre plus trois plus un, c'est-à-dire au total huit milliards, me paraissent constituer un effort d'une ampleur importante. Cette ampleur est surtout importante si ces masses monétaires sont utilisées rapidement. (...) Nous ne connaissons pas les taux d'intérêt dont seront assortis ces prêts. Ceci est capital. En 78, 79 ou 80, le taux d'inflation sera normalement de l'ordre de 6 à 8%. Il faut donc qu'on puisse emprunter aujourd'hui à un taux qui réponde à celui qui sera le taux applicable au moment où ces investissements seront utilisés.»

## COMITÉ DIRECTEUR DU PS

### AVANT LE CONGRES DE JUIN, PRESSIONS SUR LA TENDANCE CERES

La direction du PS a consacré l'essentiel de ce comité directeur à la préparation de son prochain congrès qui se tiendra en juin, à Nantes, ville conquise sur la droite. Comme Estier, porteparole de la direction l'a souligné, ce congrès est le dernier avant les élections législatives, et, peut-être, l'accession au gouvernement. La direction du PS veut par rapport à cela renforcer son image de gestionnaire et présenter l'apparence d'une équipe soudée, ayant surmonté ses divergences internes.

#### LA MINORITÉ CERES PLUTÔT MENACÉE

On attendait des décisions visant à «remettre à leur place», d'une part le CERES, tendance la plus attachée à l'unité avec le PCF, d'autre part le réseau d'influence que Rocard a constitué autour de sa personne en s'appuyant sur des anciens du PSU, ralliés après les

Le parti socialiste a réuni son comité directeur au Sénat ce week-end. Il a bien sûr tiré le bilan de ces élections municipales et n'a pas manqué de se féliciter des résultats obtenus confirmant sa progression électorale. Le rapporteur sur cette question, Fajardie a estimé que «dans les villes où un bilan peut être dressé dès maintenant, la gauche obtient 53 % des suffrages».

élections présidentielles de 1974. La déclaration rapportée par Estier laisse manifestement ces problèmes en suspens : «Nous avons pris des dispositions pour assurer la diversité et l'unité du PS. Il est clair qu'il y a au PS une majorité et une minorité». Et de préconiser simplement «un minimum de discipline et de cohésion».

On devine assez aisément les raisons de la prudence de la majorité du parti socialiste à l'égard du CERES. Le moment est en effet mal choisi, alors que l'union s'est montrée électoralement profitable aux deux partenaires du programme commun, pour s'en prendre ouvertement aux principaux défenseurs du maintien jusqu'au bout de cette alliance. Les manœuvres qui avaient

précédé les élections, avec le rôle de repoussoir qu'on avait fait jouer sur Paris à Sarre, dirigeant du CERES, avec les coups portés à plusieurs sections appartenant à cette tendance (à Toulon et Villeurbanne notamment), sont en train de céder la place à une autre tactique : le contraindre à liquider son appareil parallèle, tout en tolérant son existence.

#### LES TENSIONS DEMEURENT

Il serait cependant étonnant que, d'ici le congrès de juin, elles ne reprennent pas : au moment d'accéder au pouvoir, la direction du parti socialiste cherchera vraisemblablement à avoir les mains les plus libres

possibles à l'intérieur de son propre parti. Mais l'ambiguïté d'un parti qui a réussi à se reconstituer grâce à l'union de la gauche, et qui entend garder le maximum de liberté d'action à l'égard de cette union, rendra difficile la consolidation interne de la formation socialiste.

Tel qu'il est aujourd'hui, le parti socialiste trouve encore dans Mitterrand un facteur important du maintien de son unité : non seulement les deux principales tendances, mais les coteries formées autour d'hommes qui se disputent sa succession, doivent peu ou prou se rendre à son arbitrage. Si aucune n'est en mesure de prendre le dessus, comme le montre le silence du comité directeur sur l'affaire Rocard, il est d'autant plus nécessaire au PS que son premier secrétaire poursuive sa tâche aussi longtemps qu'il lui sera possible. C'est le sens de la déclaration du comité directeur, qui s'est empressé de démentir les rumeurs concernant une possible retraite de Mitterrand.

## MITTERRAND : «IL NE PEUT PAS Y AVOIR PLUSIEURS PARTIS DANS UN PARTI»

Comme avec regret, le premier secrétaire du parti socialiste a déclaré à propos des «ouvertures» de Giscard : «Les thèmes développés par le président de la République, s'ils avaient été menés de façon plus ferme, et s'ils avaient été suivis d'actes politiques précis, avaient pour objet précisément d'élargir vers la gauche sa capacité majoritaire. C'était une fausse analyse, parce que c'était oublier que la gauche était ancrée à un projet, à un programme, à une alliance politique, à une alliance électorale.»

A propos des relations entre le PS et le PCF : «La nécessité de réaliser l'union passe avant toute autre considération, dès lors qu'il existe une réalité politique suffisante pour permettre l'équilibre interne de la gauche. Le parti socialiste a réalisé cet équilibre.»

Mais c'est surtout sur la situation interne au PS que ses déclarations ont permis d'y voir clair : «Une organisation ne peut pas être contraire à elle-même. Le PS a besoin d'unité. Il a besoin d'éléments d'homogénéité, il a besoin d'une organisation. (...) Le PS peut être amené à gouverner demain dans le cadre de l'union de la gauche. Il ne peut pas proposer en même temps trois ou quatre projets différents et contradictoires. Il ne peut pas y avoir plusieurs partis dans un parti. Tout ce qui peut ressembler à un parti au sein du PS différent du PS doit disparaître (...). Cela dit, «il y aura une majorité et une minorité, c'est très bien comme ça». «Je serais inquiet si la majorité devait atteindre 99, 90, 85 ou 80%». L'avertissement au CERES est parfaitement clair : à condition qu'il renonce à l'organisation parallèle qu'il a maintenue jusqu'ici au sein du parti socialiste, le droit d'existence lui sera reconnu, au point qu'on ne cherchera même pas à le lamener pour le prochain congrès sur le plan de sa représentation. Reste à savoir si la tendance en question sera d'accord.

# POLITIQUE

Marseille

## LES OUVRIERS DU PCF N'ONT PAS VOTÉ DEFFERRE

Le PCF avait attendu jusqu'au vendredi du second tour pour appeler noir sur blanc au désistement dans les 7 premiers secteurs en faveur des listes Defferre, «Union pour Marseille». Le «forçage» de Defferre n'y est pas pour rien. Le PCF n'était en effet pas d'accord pour appeler clairement à ce désistement, laissant ainsi à ses militants ouvriers l'illusion, jusqu'à jeudi soir, que «le parti n'appelle pas à se désister pour Defferre, mais à se désister un point c'est tout». Après avoir cru que le PCF maintiendrait ses listes comme en 71, beaucoup étaient persuadés que leur Parti les appellerait à se prononcer dans le 8<sup>e</sup> secteur, pour une victoire éclatante de sa liste, et à faire ce qu'ils voulaient dans les autres secteurs.

Dans les faits, le refus des militants du PCF de voter pour Defferre s'est clairement exprimé :

- Dans le 7<sup>e</sup> secteur où le PCF arrivait en tête dans de nombreux bureaux de vote, au premier tour, bien que le PS soit globalement mieux placé dans ces 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements, le report des voix du PC sur le PS s'est fait très difficilement. Quelques exemples dans le 14<sup>e</sup> où se trouvent de très nombreuses usines des quartiers nord (Unipol, Griffet, Haribo...) :

- Dans les cas où le PC arrive en tête et où le désistement doit se faire globalement pour Defferre : 564<sup>e</sup> bureau, sur 584 voix, 205 ne sont pas reportées, on les retrouve dans les 150 qui se sont abstenues en plus du premier tour et les 72 nuls ; dans les bureaux voisins : sur 642, 212 ne sont pas reportées ; sur 523 voix, 127 ; sur 822, 130 dans ce bureau où l'abstention est presque de 50 %. Dans un autre, sur 823 voix, 275 ont manqué ; au 569<sup>e</sup> bureau, l'abstention est de 53 %, sur 531 voix de la gauche, 226 sont absentes ; au 582<sup>e</sup>, 222 sur 795... La liste est longue de tous ceux qui ont refusé de voter pour les patrons des listes de Defferre.

Mais le report des voix du PC n'est pas identique selon les secteurs. Dans le 3<sup>e</sup> secteur regroupant les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissement comprenant la Préfecture, le Pharo et une partie de la Corniche, c'est-à-dire la bourgeoisie marseillaise, secteur où Defferre réside et se présentait, les reports, bien que non réalisés à 100 %, ont été plus faciles. Ainsi, au bureau de la rue Fortia, où est le Tribunal Correctionnel, et où se présentait l'avocat Dissler en tête de la liste du PC, sur 257 voix, PS et PC, seulement 7 n'ont pas été reportées (Dissler en avait obtenu 81 au premier tour) ; dans le même 6<sup>e</sup> arrondissement, Defferre a même obtenu 11 voix de plus que le total des voix PC et PS du premier tour, exemple inconnu dans les quartiers ouvriers ; dans un autre bureau (203<sup>e</sup>) sur 271 voix il n'en manque que 8, et chose impensable dans les quartiers ouvriers, il y a eu plus de votants au second tour qu'au premier ; on peut confirmer cette remarque en donnant l'exemple du bureau de la grande Corniche, interdit aux travailleurs, où sur 554 voix, Defferre en perd seulement 31 entre les deux tours.

Une première remarque très importante peut être faite : l'électorat ouvrier du PCF a refusé de suivre la consigne de vote du PC au second tour dans des proportions courantes de 25 à 30 % et même dans les bureaux de vote où le PC est arrivé en tête, mais où les listes Defferre étaient globalement majoritaires sur le secteur, c'est parfois plus de 50 % des électeurs du PC qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul (notamment dans le 14<sup>e</sup> arrondissement). Par contre, l'électorat, autre qu'ouvrier, disputé par le PC au PS, a eu moins de réticence à voter pour Defferre. Cela confirme les réflexions de militants ouvriers du PC, ou de travailleurs influencés par lui, affirmant qu'eux ne voteraient pas Defferre même si leur parti leur demandait.

Voyons maintenant, dans le 8<sup>e</sup> secteur dirigé par le PC, comment se sont passés les reports. Posado, tête de liste a certes obtenu 78,16 % des voix, mais si l'on totalise les voix de gauche du premier tour, il en a perdu 6 342, soit 9,87 % entre les deux tours. Une analyse plus détaillée nous en donne très vite la raison : non seulement l'électorat socialiste s'est abstenu, ou a voté blanc ou nul, mais une partie s'est reportée sur le candidat de droite, Pujol. Un indice plus que troublant : dans de nombreux bureaux, si l'on additionne les abstentionnistes du second tour (en enlevant ceux du premier tour), les bulletins nuls ou blancs et les voix supplémentaires obtenues au second tour par Pujol, on retrouve à quelques unités près le nombre de voix qui ne se sont pas reportées sur Posado. Quelques exemples :

- 602<sup>e</sup> bureau : 100 voix non reportées, le total précédent en donne 102 dont 62 voix de plus pour Pujol ;  
- 620<sup>e</sup> bureau : 113 voix non reportées, total précédent, 116 dont 59 de plus pour Pujol ;  
- 621<sup>e</sup> bureau : 238 voix non reportées, le total précédent en donne 244 dont 80 de plus pour Pujol ;  
- 651<sup>e</sup> bureau : 281 voix (sur 430 de la liste Defferre au premier tour) non reportées, le total précédent en donne 298 dont 72 de plus pour Pujol... etc.

Là aussi la liste est longue puisqu'elle est applicable à l'ensemble des bureaux du 8<sup>e</sup> secteur. Précisons qu'ici la liste soi-disant écologique et apolitique : «Opération 2 000», dirigée par un dissident de droite, n'étant pas présente au 1<sup>er</sup> tour, les reports en sont clarifiés et plus parlants.

Robert RIVIÈRE

RPR

## CHIRAC S'AFFIRME SANS S'OPPOSER TROP OUVERTEMENT

Une fois de plus, le comité central du RPR a opté pour une déclaration faisant état de sa participation à la majorité, mais a posé ses conditions, notamment sur deux sujets. Le premier, c'est la question du remplacement du scrutin majoritaire par le scrutin à la proportionnelle. Chirac a dit à ce sujet : «Le mouvement gaulliste a toujours été très réservé à l'égard d'un changement de scrutin, et ceci pour des raisons de fond. Et aujourd'hui, envisager une telle réforme au lendemain des élections législatives, et au lendemain d'un échec électoral, apparaît sans aucun doute comme une sorte de tour de passe-passe qui ne serait à nos yeux pas apprécié».

Ainsi, le parti chiraquien, comme c'était prévisible, s'oppose ouvertement à ce qui pourrait contribuer à réduire son rapport de forces interne avec les autres composantes de la «majorité». Ces derniers jours, plu-

sieurs formations : le parti radical, le CDS de Lecanuet, le groupuscule formé par le dissident giscardien du RPR Stirn, s'étaient prononcés en faveur de cette réforme électorale. On disait que Giscard attendait, pour se prononcer, la position du RPR. Le voilà donc fixé, si c'était vraiment nécessaire. Décidément, il sera bien difficile de «rééquilibrer» cette «majorité» divisée aux dépens du RPR.

Mais c'est sur la question de l'élection du parlement européen au suffrage universel que la position chiraquienne adoptée dimanche est la plus susceptible de mettre en opposition les formations de la majorité les unes avec les autres. A ce sujet, Chirac a déclaré qu'il faisait «des plus extrêmes réserves sur l'application pure et simple de ce texte, qui ne présente pas de garanties suffisantes pour les exigences de l'indépendance nationale». Position pour le moins surprenante, sur le

fond, de la part d'un ancien premier ministre qui n'avait pas hésité à défendre le traité que le parlement aura à ratifier dans la session qui s'ouvre le 2 avril. Ajoutons qu'il y a quelques semaines, le même Chirac, déjà président du RPR, prenait position à Strasbourg en faveur du texte qu'il rejette aujourd'hui.

Mais, alors que sur le fond, l'ancien parti gaulliste, tel qu'il est rénové aujourd'hui, pourrait tout à fait

accepter de voter le texte sur le Parlement européen, deux considérations peuvent l'en détourner aujourd'hui : d'une part, les tensions internes, du côté des vieux gaullistes genre Debré, que les giscardiens ne seraient pas fâchés d'attiser au sein du RPR. D'autre part, Chirac entend certainement se réserver la possibilité de déclencher une crise parlementaire sur ce sujet s'il le juge bon.

### Le geste mais pas l'homme

*C'est les bras en V, à la manière de de Gaulle, que Chirac a salué la foule qui était venue crier son nom à l'Arc de Triomphe de l'Etoile, où il déposait une gerbe sur la tombe du soldat inconnu. Ovation dont la spontanéité laissait à désirer : en bon réactionnaire à la recherche d'une popularité, Chirac avait fait annoncer son initiative à son de trompe, appelant ouvertement la population à venir le soutenir. Quelques acclamations et un geste victorieux ne suffiront pas pour autant à en faire pour la bourgeoisie un homme aussi précieux que de Gaulle.*

Impasses giscardiennes :

## QUEL REMANIEMENT MINISTERIEL ?

A l'intérieur de la «majorité», on continuait ce week end à multiplier les calculs fiévreux, après l'addition électorale des deux dimanches passés. Il y avait eu la réunion du conseil des ministres de mercredi, qui n'avait décidé de rien. Il y avait la réunion du conseil politique et du comité central du RPR de samedi et dimanche, sur laquelle rien ne filtrait avant la déclaration finale de Chirac. Mais surtout, il y avait la composition du gouvernement qui alimentait les spéculations : on affirmait en effet que le remaniement du gouvernement Barre aurait lieu au début de la semaine, avant la réunion du conseil des ministres de mercredi prochain.

Plus qu'avant aucun autre changement gouvernemental de la cinquième république, l'incertitude était totale sur l'issue des tractations engagées. Chacune des hypothèses avancées correspondait en fait à une des issues, ou plutôt des impasses, dans laquelle les hommes actuellement au pouvoir essaient de s'engager.

IMMOBILISME COMPLET ?

Selon certains, le changement se réduirait à peu de choses : simplement, le remplacement des deux ministres radicaux démissionnaires, Brousse et Durafour, battus à Bézières et St Étienne. Il se serait alors agi simplement d'enregistrer l'affaiblissement du parti radical, tiraillé entre les appels du pied des giscardiens et du RPR, et dont certains membres pourraient bien, même, aller rechercher du côté de l'union de la gauche un électoral perdu dans les couloirs ministériels. Modification de peu d'importance, au regard des difficultés actuelles de la «majorité», et qui traduirait en fait un

immobilisme dû à un équilibre des forces précaire pour être sérieusement modifié.

TOUT LE POUVOIR  
À BARRE ?

Pour d'autres, et le premier ministre pourrait bien en être, il s'agirait de mettre sur pied un cabinet de «compétences», laissant à la porte les «grands ministres politiques», tels que Ponia-towski, Guichard ou Leca-

ruet, qui sont plus des représentants de leur parti au sein du gouvernement que des titulaires d'un portefeuille précis (sauf Ponia-towski à l'intérieur). Le prétexte serait de leur permettre de se consacrer à plein temps à la bataille électorale. Le résultat serait probablement plus de placer nettement Barre au-dessus d'eux, et de lui permettre ainsi d'être en position d'imposer son «arbitrage».

DÉPECER LE RPR ?

D'autres manœuvres s'esquissaient : il était question de l'entrée au gouvernement de vieux chantres du gaullisme, tels Debré et Chaban-Delmas. Au moment où Giscard s'appête à faire adopter par les députés l'élection du parlement européen au suffrage universel, la première hypothèse semble totalement fantaisiste. Mais il ne serait pas

impossible que les giscardiens poursuivent leur tentative, déjà amorcée avec la participation de Guichard au premier gouvernement Barre pour détacher de Chirac les anciens barons de l'UDR aigris par les opérations du président du RPR.

Enfin, on allait jusqu'à imaginer la participation au futur gouvernement de personnalités qui ont eu leur heure de célébrité ministérielle sous la république précédente : en plus de l'inévitable Edgar Faure, des gens comme Bourges-Maunoury ou Pflimlin. Est-ce un symbole ? Celui-ci a eu pour charge d'enterrer la quatrième république ! Au moment où les jeux parlementaires qui la caractérisaient reprennent de plus belle, la seule évocation du nom de Pflimlin reporte notre bourgeoisie à ses difficultés d'il y a vingt ans avec en plus l'échec de la tentative gaulliste.



C'était il y a seulement 7 mois, la 1<sup>ère</sup> réunion du gouvernement Barre : après les élections municipales, il n'en a plus pour longtemps.

## LUTTES OUVRIÈRES

Fabrications Réunies de Lampes Electriques (Dijon)

## Occupation pour les salaires : «Nous irons jusqu'au bout !»

Depuis mercredi, les ouvriers de l'usine FRLE (Fabrication Réunie de Lampes Electriques) qui emploie 460 personnes environ, sur la zone industrielle de Longvic, près de Dijon (Côte d'Or), occupent majoritairement leur usine pour la satisfaction des revendications suivantes :

- 300 F pour tous
- pas de salaires en-dessous de 2 200 F
- compensation de toutes les réductions d'horaires

Le mécontentement couvait depuis longtemps. Il y a un an environ, se montait une section CFDT très dynamique, qui dès les premières élections, recueillait la majorité des voix face à Force Ouvrière implantée depuis de nombreuses années. Le 7 octobre, les travailleurs de FRLE s'étaient déjà montrés à la pointe de la lutte sur la région, alors que 80% du personnel était en grève.

Leur refus du plan Barre s'est concrétisé à nouveau en février, quand ils ont décidé de passer à l'action. Mais comme le disait un délégué CFDT : «On ne veut pas partir seuls, car nous voulons être sûrs de gagner et aujourd'hui, on ne peut gagner en se battant de manière isolée». Après de nombreux débats à ce sujet avec les

travailleurs, la section CFDT de l'usine de Dijon, a pris contact avec la section CGT de FRLE Chalon-sur-Saône pour coordonner des actions sur des revendications identiques. Les actions ont commencé : des arrêts de travail de deux heures dans les deux usines ont eu lieu. Mais ces débrayages massifs et répétés (30 heures de grève depuis le 24 février) n'ont pas pour l'instant réussi à faire céder la direction. Devant ce refus, les ouvriers ont donc décidé d'occuper leurs locaux de travail et «d'aller jusqu'au bout». Cette grève fait déjà grand bruit à Dijon, parce que sans céder au chantage à l'emploi, les travailleurs de FRLE engagent fermement la lutte contre le Plan Barre. Cela pourrait bien servir d'exemple...

## Biscuits l'Alsacienne (Créteil)

### La direction transmet les noms et adresse des élus

Les produits «l'Alsacienne» sont connus : Biscuits, pâtisseries, Gaufrettes, Pain d'épices, Triscotte et bien d'autres choses encore. Ce qui est moins connu par contre, ce sont les pratiques anti-syndicales graves qui se déroulent dans une des usines du groupe, celle de Maison-Alfort dans la région parisienne.

Dans cette usine, viennent de se dérouler les élections professionnelles. Un certain nombre de travailleurs ont été élus par leurs camarades pour défendre leurs intérêts. La direction de l'entreprise, quelques jours après a envoyé une lettre au Centre de Police de Créteil, lui fournissant un certain nombre de renseignements sur ces élections. La lettre dit ceci :

Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-inclus, en double exemplaire :

1) Les procès-verbaux des bureaux de vote constitués en vue des élections des délégués du personnel et des délégués au Comité d'Établissement de notre usine de Maisons-Alfort et de notre dépôt d'Orly (Collège Ouvriers/Employés et Collège Cadres et Agents de

Maitrise) qui se sont déroulés le lundi 14 février 1977.

2) La liste des Délégués élus...

Il faut préciser qu'en face du nom et prénom de chaque travailleur élu, figure sa date et son lieu de naissance, et son adresse personnelle !

Après les perquisitions effectuées il y a plus d'un an, dans divers locaux syndicaux, après les arrestations auxquelles avaient donné lieu ces perquisitions, sous le prétexte de démanteler «un complot contre l'armée» le pouvoir giscardien viendrait-il de faire un pas de plus en l'affaire ?

En fait, cette pratique ne date sans doute pas d'aujourd'hui et n'en est que plus grave ! Elle fait partie de cet aspect de la politique répressive du pouvoir qui prépare l'avenir.

Non à la répression anti-syndicale ! Non à la mise en fiches ! Défendons nos droits !

49<sup>e</sup> Congrès de l'Union Départementale du Rhône :

# UNE AVANCEE DU SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE

La chasse aux sorcières ne paie pas !

Dans les couloirs du Congrès, des militants de Berliet parmi les 7 «privés de mandats» ; à l'aide de panneaux, ils expliquent : «On veut des assemblées de section, il faut rétablir le fonctionnement démocratique du syndicat Berliet !»

Dans la grande salle, des amendements sont votés qui réglementent le retrait de mandats de militants :

«L'élection ou la désignation doit être faite sur des bases claires en fonction d'orientations définies par leur structure. On ne peut leur retirer leur mandat que si leur pratique s'éloigne de ces bases sur lesquelles ils ont été élus ou désignés.

En tout état de cause, exclusion ou retrait de mandat ne pourront être prononcés sans que les intéressés... aient la possibilité d'être jugés par ceux qui les ont mandatés».

Cet amendement qui réfère directement aux sanctions de Berliet est passé : par contre, le candidat présenté par le syndicat Berliet à l'élection du conseil à quelques points, le permanent mé-

taux qui avait organisé l'affaire ne sont, eux, pas passés : une sanction nette !

### Un congrès pour la lutte

...SANS ATTENDRE LES LÉGISLATIVES ET SANS S'EN REMETTRE A UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Si la résolution note le progrès électoral du PS, elle le dit toujours dominé par les classes «moyennes» et absent des luttes.

Le PCF «joue de son influence sur la classe ouvrière en cherchant à utiliser les luttes pour son projet politique... Il s'appuie de plus en plus sur les couches moyennes».

Analysant pourquoi la poursuite de l'action n'a pas été au niveau de la mobilisation la résolution note entre autres points : «L'absence de propositions de moyens crédibles et adaptés à la situation de la part des organisations syndicales et politiques».

«Les travailleurs, a précisé le congrès, ne peuvent s'en remettre aux élections, ne peuvent se contenter «d'actions diversifiées» branche par branche ou entreprise par entreprise».

«Cela nécessite une vo-

lonté politique de toutes les structures qui ne soumette pas l'éventuelle satisfaction des revendications à l'arrivée de la gauche au pouvoir».

Mais le texte ne se contente pas de faire la critique de l'action confédérale, il note clairement que l'Union Départementale doit jouer tout son rôle dans la coordination des luttes sur le département. Ainsi l'UD du Rhône confirme-t-elle l'importance à donner aux structures interprofessionnelles et aux Unions Interprofessionnelles de Base qui obtiennent trois postes de plus au conseil pour trois UIB supplémentaires.

C'est le fruit du travail de la commission qui travaillait sur l'action et le poids des enjeux électoraux.

Une autre commission travaillait la plateforme revendicative UD. Une autre enfin a discuté le

thème des nationalisations : si le débat y a été riche, par de nombreuses abstentions, une majorité de congressistes, par de nombreuses abstentions, ont montré qu'ils ne se reconnaissent pas dans la querelle qui oppose les tendances du PS (Mitterrand-Rocard-Mauroy et minorité CERES) sur cette question : indemnisation, secteurs clefs, etc.

Abordant le problème des travailleuses, la quasi-unanimité souligne l'importance du problème dans les structures CFDT elle-même, et décide concrètement l'ouverture d'une halte garderie à la Bourse du Travail pour aider à la participation aux tâches militantes.

Malgré quelques points négatifs (l'UD ne se démarque pas suffisamment des perspectives électorales ; impossibilité d'imposer des mesures concrètes pour que l'UD contrôle l'application de la démocratie à Berliet), c'est donc là un congrès qui va de l'avant !

Correspondant Lyon

## Paris-Rhône (Lyon)

SUITE A LA GREVE DE NOVEMBRE 75

### Un travailleur condamné à un million d'amende



Novembre 1975 : immédiatement après leurs camarades d'Air France en lutte pendant plus de cinq semaines, les travailleurs de Paris Rhône, à Lyon, arrêtaient à leur tour le travail. Refusant la politique de crise, ils partaient à l'offensive sur les salaires.

La grève que les révisionnistes de la section CGT conduiront à l'échec, n'en fera pas moins très mal à la direction du groupe. Celle-ci, aussitôt la reprise effectuée, licenciera plusieurs travailleurs qui s'étaient montrés particulièrement combattifs.

L'un d'eux sera accusé, on s'en souvient, de «coups et blessures» sur le dénommé Gardey, connu à l'époque comme faisant partie du commando patronal qui agressa et expulsa les grévistes de l'usine occupée. Un premier jugement du tribunal avait donné gain de cause à ce travailleur de Paris-Rhône.

Mais Gardey vient de faire appel à la décision. Cette fois, le tribunal a condamné ce travailleur à payer un million d'anciens francs à «l'agressé» ! Réintégration de ce travailleur ! Suppression de l'amende !

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Haute Durance

### ● 1 000 BÊTES TUÉES PAR LA POLLUTION ● LES ÉLEVEURS NE VEULENT PLUS DU FLUOR DE PÉCHINEY

Un millier de moutons et de brebis sont morts dans la vallée de la Haute Durance, aux environs de l'usine de Pechiney Aluminium de l'Argentière. Le responsable : Pechiney Aluminium et sa pollution fluorée. Le fluor contenu dans la cryolyte utilisée

pour la fabrication de l'aluminium est déversé par Pechiney, dans l'air ambiant. Il se dépose sur les prés alentour, contaminant gravement les animaux qui y paissent, ainsi que les légumes des potagers, nourriture essentielle des paysans et des ouvriers.

Les moutons sont atteints de déformations osseuses et de problèmes rénaux. Ils maigrissent et meurent de cachexie.

Les éleveurs de la région se sont organisés en une Association de Défense qui exige non seulement une indemnisation correcte pour les animaux perdus, mais, surtout le maintien du cheptel et la suppression des émanations fluorées. 280 brebis ont été abattues récemment et 280 autres vont devoir l'être à nouveau en avril, ce qui laisse imaginer le caractère dramatique de la situation des éleveurs (qui se sont organisés avec des vétérinaires progressistes).

Les éleveurs ont exigé et obtenu que toute bête morte soit remplacée. En

effet Pechiney, autour de ses autres usines, indemniserait à condition que l'éleveur ne reprenne pas une nouvelle bête ! C'est cette politique qui a liquidé l'élevage autour de l'usine d'Auzat en Ariège. Comme les bêtes sont les « baromètres » de la pollution pour l'homme, Pechiney, pouvait ensuite déclarer que la pollution a diminué ! Les bêtes achetées l'an dernier dans l'Argentière sont déjà malades.

Un certain nombre de protections sont censées exister dans l'usine pourtant : des capots sont posés sur les cuves. Mais la chaleur rayonnée par les capots est telle que les ouvriers sont obligés de les laisser ouverts et sont du coup eux-mêmes intoxiqués. Mais Pechiney,

refuse de reconnaître la fluorose professionnelle !

Une autre menace grave pèse sur le pays. La construction d'une voie rapide unissant Fos-sur-Mer à Turin est projetée. Or cette voie passerait par l'Argentière. Comme elle faciliterait les communications routières (en particulier pour le transport de bauxite) PUK envisage de multiplier par deux ou trois les capacités de la production de l'usine, donc la pollution fluorée ! Pour le moment Pechiney, ne veut pas faire état de ce projet qui semble pourtant être très sérieusement envisagé.

Face à la révolte de la population (ouvriers et éleveurs) la direction de Pechiney fait mine de découvrir l'importance du problème

« de problème nous est apparu plus vif que nous le pensions » et d'avoir résolu ailleurs le même problème « nous avons des exemples d'usines PUK qui ne polluent plus ». Mais les ouvriers d'Ariège, peuvent en témoigner : si le fluor qui est recraché est un peu retenu, le tonnage d'aluminium a augmenté et l'usine est devenue une vraie chambre à gaz pour les ouvriers ! Autre comédie de PUK « Nous ne savons pas s'il y a du fluor dans les patates et le lait, nous allons voir » alors que cette présence est reconnue depuis de nombreuses années !

La leçon à tirer de la situation actuelle : c'est l'union des éleveurs qui met Pechiney sur la défensive. Un exemple à suivre.



### Les pêcheurs du Havre sont mécontents

Les pêcheurs du Havre sont mécontents. Les poissons qu'ils pêchent, ainsi que les crevettes sont de plus en plus souvent immangeables. « On nous dit que la pollution a baissé, mais nos filets ramassent une sorte de suif qui est déposé au fond. On ne sait pas ce que c'est ». Les crevettes pêchées en Baie de Seine sont refusées par les consommateurs qui maintenant se méfient de toutes les crevettes, même si elles proviennent d'ailleurs. Pour exiger l'arrêt des pollutions et le maintien de leur revenu, les pêcheurs bloqueront l'estuaire de la Seine aujourd'hui.

## Sans travail, sans logement et sans nourriture 100 kilomètres à pied pour une famille du Nord

Mourir de faim sur les routes avec 5 enfants à nourrir, c'est la triste histoire qu'a vécue la famille Rompteau d'Hautmont (près de Maubeuge). Gérard Rompteau, le père de famille, électricien se retrouve au chômage en mars 76. Son contrat étant résilié par la société d'intérêt qui l'embauchait. La dernière née, Nathalie, n'a encore que quatre mois. M. Rompteau ne trouvera pas de travail et en mars 77, n'ayant pu payer son loyer, la famille est expulsée par un huissier.

La famille se retrouve à la rue sans travail et sans logement avec un landau et quelques sacs pour tout bien. Les enfants ont respectivement 7 ans, 5 ans, 4 ans, 3 ans et 16 mois ; Gérard continue à chercher du travail pour nourrir les enfants. La famille s'abrite quelques jours dans une voiture abandonnée puis va tenter sa chance à Dunkerque où le père pense trouver plus facilement un emploi. Pas d'embauche à Dunkerque.

Alors la famille décide de prendre la route à pied vers le sud, chacun s'habillant au maximum et le père va d'usine en usine chercher un travail, un salaire pour vivre.

Calais : pas d'embauche. Ils se dirigent vers Boulogne-sur-Mer, sans rien manger, contraints à la mendicité forcée. Ils couchent dans les arrêts d'autobus, épuisés et amaigris. Un commerçant à qui ils avaient demandé quelque nourriture pour la petite, les signale aux autorités. La famille Rompteau est hospitalisée à l'hôpital de Boulogne-sur-Mer, pour y retrouver quelques forces. Mais après ?

Gérard Rompteau retrouvera-t-il un emploi ?

Cette histoire dramatique et révoltante s'est passée en pleine campagne municipale. Ce n'est qu'aujourd'hui que le silence se lève. Ces faits renforcent notre détermination à en finir avec la société du profit et du chômage !

### DES ATTENTATS BIEN MYSTÉRIEUX

● La radio annonçait hier que 119 voitures avaient été piégées sur le parking de l'usine Renault de Flins. Les bouchons d'essence étant enlevés, elles se seraient sans doute enflammées si l'affaire n'avait pas été découverte... juste à temps ! Et de laisser entendre que ce pourrait être la suite de l'affaire Tramoni...

● Hier encore, on apprenait qu'un engin avait explosé devant le domicile du responsable CFTC du personnel pénitentiaire. Vengeance personnelle ou œuvre d'un commando ? La radio se posait des questions... Ces actions ont de quoi intriguer et ne sont pas sans laisser penser à une « stratégie de tension » à la française... Les législatives ne sont pas loin.

## LA JUSTICE FRANÇAISE COMPLICE DE L'ALLEMAGNE DE SCHMIDT

### Lettre de Detlev Shultz depuis la prison de Colmar (Extraits)

« La justice française, jusqu'à la cour de Cassation, a exprimé son « avis favorable » à la demande d'extradition de l'Allemagne, bien que les raisons contre mon extradition soient évidentes :

- Préventive d'un double point de vue : d'une part dans la crainte de la force possible du prolétariat, elle a pour but d'étouffer les germes d'opposition et d'organisation. Et d'autre part, elle veut créer des structures néo-fascistes par l'introduction de l'État dans tous les domaines de la vie, par la stratégie de dissolution des structures démocratiques, par la centralisation et l'extension de l'appareil de Sécurité de l'État, ainsi que son équipement en pleins pouvoirs de plus en plus étendus.

- Transformation de la justice politique au service de la police politique pour les lois spéciales de 1975 sur les limitations et l'élimination de la Défense, les lois spéciales de 1976 d'après lesquelles par exemple le moindre soupçon de soutien à « association terroriste » est un motif d'arrestation immédiate.

- Institutionnalisation de l'anéantissement des prisonniers politiques.

- Censure politique par les nouveaux paragraphes extensibles (Gummiparagraphen) contre la planification de la violence.

- Récemment, remise entre les mains de la police des pouvoirs de décision sur l'asile politique auparavant du ressort du Tribunal administratif.

- Espionnage, interdictions professionnelles.

- Dépolitisation formée à l'école et à l'université.

- Accords d'incompatibilité dans les syndicats de l'État soumis à « l'obligation de paix » pour éliminer les communistes, avec mise en place parallèlement de la machine de Sécurité de l'État.

- Développement énorme du BKA de la Division Spéciale « Terror » du BKA.

- Mise en place de douzaines de commando d'intervention mobile (MEK'S)

- Transformation de la police des frontières en unité de guerre civile

- Unification des polices des Land sous le commandement du BKA et développement des « Been schaftspolizei » (Police de secours prête à agir à tout moment).

- Armement de la police avec des mitrailleuses et des grenades

- Législation du tir visé mortel.

- Pouvoirs quasi-illimités à la police pour les fouilles et les contrôles de personnes avec des traitements.

- Compartimentation énorme de la police et des services secrets pour un encadrement maximum de la

population.

- Exportation des technologies et des méthodes d'organisation de la police.

- Convention européenne « anti-terroriste » par laquelle l'Allemagne de l'Ouest a imposé en Europe sa conception totalitaire sur les prisonniers politiques = criminels. (...)

La justice française n'a pas entendu l'argumentation de la défense ; elle n'a même pas rendu la justice possible en demandant les dossiers refusés par l'Allemagne ; elle a ainsi démontré sa conception des principes démocratiques quand il s'agit de la sécurité de l'État Ouest-Allemand.

Par l'intermédiaire de l'administration française des prisons, l'Allemagne de l'Ouest a déjà pu m'imposer l'isolement (9 mois à ce jour).

La riposte contre mon extradition est importante dans le cadre du combat contre le nouveau fascisme en Allemagne de l'Ouest, de l'internationalisation de la répression (...)

Plus actuelle que jamais est aujourd'hui la phrase de Marx dans le « Manifeste Communiste » : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

Detlev Schultz depuis la prison de Colmar, le 11 mars 1977.

Vance à Moscou

## LE JEU SERRÉ DES SUPER PUISSANCES

### Les négociations SALT

Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, est arrivé samedi soir à Moscou pour une visite de trois jours.

Il s'agit de la première prise de contact entre les dirigeants soviétiques et la nouvelle administration américaine. Les entretiens porteront en particulier sur la limitation des armements stratégiques, négociations dans lesquelles Carter s'est soigneusement engagé à avancer.

Malgré l'optimisme de commande de Carter avant le départ de Vance, ces négociations s'annoncent mal, après les réactions de l'URSS au «soutien» américain, aux «droits de l'homme». Dans son discours devant les syndicats la semaine dernière, Brejnev n'avait pas mâché ses mots : «L'hystérie antisoviétique pourrait empoisonner l'atmosphère des conversations soviéto-américaines... sur la limitation des armements stratégiques... Des négociations fructueuses avec l'Union Soviétique pourraient être rendues impossibles si

une campagne peu amicale se déroulait contre elle».

Brejnev se servira probablement de cette tension pour faire monter les enchères et tenter d'imposer ses exigences à Vance.

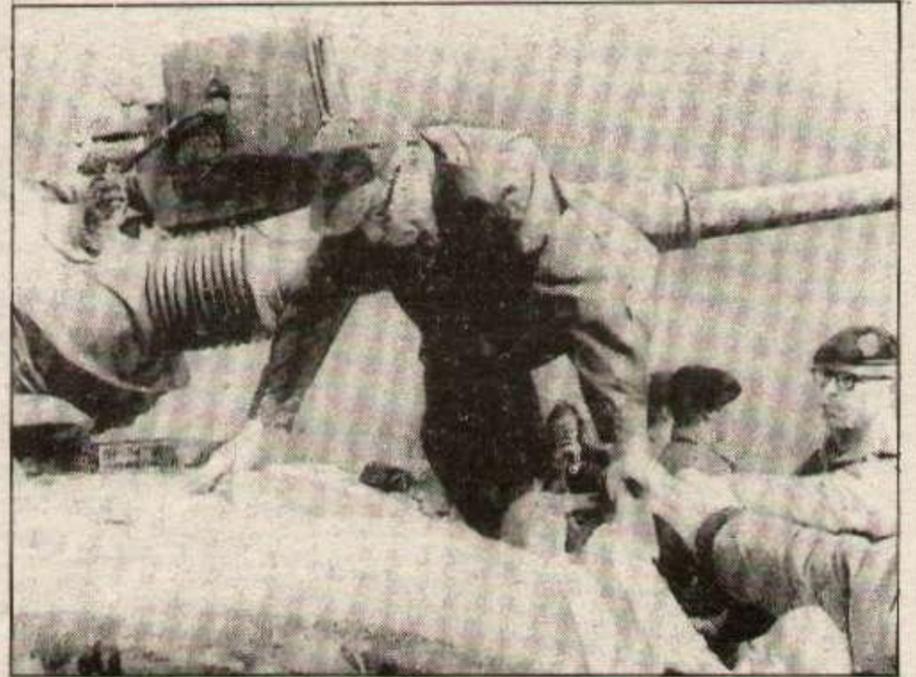
En principe, Carter voudrait aboutir à une forte réduction du nombre des missiles par rapport au plafond fixé par les accords de Vladivostok de 1974. Mais, la satisfaction de ces accords elle-même pose des problèmes, car les deux super-puissances ont depuis développé de nouvelles armes, le missile Cruise aux USA et le bombardier Back Fire en URSS. Or, l'URSS refuse de reconnaître son bombardier comme arme stratégique et de l'inclure dans le cadre des négociations SALT. L'URSS veut, en fait, une ratification des accords de Vladivostok tels qu'ils étaient en 1974, car ces accords l'avantagent étant donné qu'elle a doté de nombreuses fusées de têtes multiples. Il semble bien que Carter en passe par

là et renonce aux nouvelles réductions pour débloquer les négociations en se contentant de ratifier les accords de Vladivostok. Dans ces conditions, la controverse sur le missile Cruise et le bombardier Back Fire serait mise entre parenthèses.

Ainsi, les États Unis pourraient ensuite tenter d'obtenir des avantages dans le cadre des négociations SALT 3 et poser le problème de la limitation des armes conventionnelles, domaine dans lequel l'URSS, s'est assurée la supériorité. De telles négociations permettraient aux USA de gagner du terrain à ce sujet, alors que les négociations MBFR sur la réduction des forces en Europe sont dans l'impasse.

Comme elles l'ont toujours été, les négociations SALT ne sont pour les super puissances qu'un moyen d'intensifier la course aux armements, chacun cherchant à tromper l'autre.

## L'ABSENT DE ROME



Les États Unis qui étaient absents à Rome étaient présents à Bruxelles sous la forme du ministre de la guerre que l'on voit ici descendant d'un char alors qu'il effectuait une tournée d'inspection dans l'Est de la Bavière.

À Bruxelles, il a fait adopter le principe d'équiper les forces de l'OTAN d'un système de radar mobile installé sur des Boeing 727. Les contradictions ont été vives et la réunion a duré plus de sept heures, mais à l'heure actuelle personne ne veut payer les 14 milliards de francs que représente cet achat, dont les Allemands assuraient eux avant le voyage de Leber aux États Unis qu'il était de peu d'utilité comparé aux besoins en chars et en frégates des forces de l'OTAN surpassées par les forces conventionnelles soviétiques. Mais les États Unis ont commencé de faire triompher leur point de vue, matérialisé par un énorme marché pour l'aéronautique US en guise de défense de l'Europe.

Les États Unis ont montré une nouvelle fois qu'ils pouvaient malmener les pays européens pour leur faire admettre leurs projets. Le fameux marché du siècle d'équipements des aviations européennes, qui avait tourné à leur avantage à coup de pots de vin et de pressions n'a pas été ratifié par la Belgique et le Danemark : sous prétexte que les coûts de production étaient trop élevés, ils refusaient de donner la soustraction des pièces de YF 16 à ces pays contrairement au contrat. Cependant, d'après Dassault le concurrent des Américains sur ce marché, «il est trop tard, les pays sont trop engagés». Les pays qui ont acheté le YF 16 devront bon gré mal gré en passer par les conditions américaines.

Italie

## PRESSIONS SUR ANDREOTTI Pour hâter le «gouvernement d'Union démocratique»

Une série de rencontres bilatérales se sont déroulées à l'initiative du Parti Socialiste en Italie. Elles concernaient toutes les formations (P.C.I., républicains, sociaux démocrates, libéraux) qui, depuis les élections de juin, permettent au gouvernement démocrate chrétien d'Andreotti de survivre par leur abstention ou leur soutien.

Récemment, les dirigeants socialistes avaient menacé Andreotti de voter contre le gouvernement si celui-ci ne renonçait pas à ses dernières mesures d'austérité (stérilisation de l'échelle mobile, blocage des négociations d'usine articulées) auxquelles le parti révisionniste se déclare également hostile. Mais cela provoquerait inévitablement la chute du gouvernement et ouvrirait une crise ministérielle. Aucun parti du «gouvernement de l'abstention» ne semble prêt à assumer aujourd'hui ce «saut dans le noir», jugé dangereux en raison de la crise.

Aussi ces rencontres ont

elles pour but de rechercher un éventuel «programme de gouvernement». Pour le P.C.I., ce programme est clair. Il s'agit, en agitant la menace de renoncer à son abstention, d'imposer la formation d'un «gouvernement d'urgence» auquel participerait tous les «partis démocratiques». Il s'agit en somme d'imposer la participation du P.C.I. au gouvernement.

Cela ne semble pas aujourd'hui être acceptable, au moins pour une fraction importante de la Démocratie Chrétienne. Or en dépit de ce veto de la Démocratie Chrétienne, participer au gouvernement est vital aujourd'hui pour le P.C.I., dont la tactique d'abstention et de «compromis historique», piétine au point de provoquer d'importantes contradictions au sein même du comité central. Aussi le parti révisionniste pourrait-il aujourd'hui proposer à la Démocratie Chrétienne, un certain nombre de personnalités qui, sans lui appartenir directement, le représenteraient de façon occulte au sein du gouvernement.

Portugal

## LA «NORMALISATION» SE POURSUIT Remaniement ministériel

Soares, premier ministre du Portugal, vient de remanier son ministère, en expulsant un certain nombre de socialistes pour les remplacer par des «indépendants». Il prétend constituer une «équipe de ménage» de choc pour «raviver l'économie portugaise».

Le ministre du travail, Marcelo Curto, est remplacé par son secrétaire d'État, le leader syndical Antonio Maldonado Goncalves. Le ministre de l'industrie passe aux mains d'Alfredo Nobre Da Costa, ancien administrateur d'une compagnie pétrolière portugaise. C'est Joao Mota Pinto, professeur de droit à l'université de Coimbra, ancien social-démocrate devenu «indépendant», qui prend le ministère du commerce et du tourisme.

«L'enjeu de ce remaniement, est avant tout de redonner un nouvel essor à l'économie, puisque nous avons désormais restauré l'autorité de l'État, et les libertés politiques» a déclaré

Soares. «Maintenant, nous devons juguler l'inflation, attirer de nouveaux investissements et créer des emplois. C'est pourquoi j'ai constitué une équipe de choc».

Devant l'échec de son plan d'austérité qu'il a mis en œuvre le mois dernier, Soares accentue sa «normalisation». Commencé avec le licenciement, en novembre, du ministre de l'agriculture, Lopes Cardoso, qui désapprouve la liquidation de la réforme agraire, elle se poursuit à un rythme accéléré. Cette «normalisation» ne concerne pas seulement l'équipe ministérielle, qui devra être «plus opérationnelle et efficace». Elle est en œuvre dans l'industrie où chaque jour la police évacue des usines occupées par les ouvriers pour les restituer à leurs anciens patrons, comme ça, a été le cas mercredi pour l'entreprise Guérin, dont les patrons avaient fui à l'étranger en 74, et qui était depuis lors administrée par une commission publique.

Maroc

## Condamnations et arrestations

17 membres de l'USFP, ancien parti d'opposition, ont été condamnés par la chambre criminelle du tribunal de Marrakech à des peines allant de 18 mois à deux ans de prison, et à des amendes de 250 à 1 200 dirhames. Quatre d'entre eux ont été acquittés. Ils étaient accusés d'avoir participé, à titre subalterne, au «complot de mars 73». Les principaux accusés avaient été jugés fin 73 et début 74.

Aucun des condamnés n'est retourné en prison : ils avaient déjà largement fait leur temps à titre «préventif». Alors que Bouabid, leur dirigeant, vient de se rallier à Hassan et d'entrer au gouvernement la relative modération des peines (le procureur avait requis des peines de mort) sera vrai-

semblablement insuffisante pour faire taire les questions qui se posent parmi les militants de base de l'USFP.

Cependant Hassan continue sa répression : deux militants marocains ont été arrêtés récemment à Marrakech, 105 autres, qui avaient bénéficié d'un non-lieu avant les derniers procès de Casablanca, ont également été arrêtés dans différentes villes.

RÉPUBLIQUE  
FÉDÉRALE  
ALLEMANDE

La famille de Wolf Viermann, le chanteur est-allemand privé de sa nationalité, l'a rejoint à Hambourg le 24 mars.

## ISRAËL : DES PROJETS EXPANSIONNISTES

Les projets de l'État sioniste en matière d'approvisionnement en eau sont tous tournés au-delà des frontières de 1947 : il y a le projet de capter les eaux du Litani, fleuve libanais et la guerre du sud sert aussi ce projet et il y a un autre projet qui vise la Cisjordanie : deux canaux qui relieraient la Méditerranée à la Mer Morte, en coupant la Cisjordanie. Selon les spécialistes sionistes, ce projet pourrait se terminer dans dix ans. Comme on le voit, l'État sioniste ne peut vivre que de son expansion dans les régions autour. Toutes les paroles sur une possible restitution des terres occupées en 67 ne sont que des mensonges.

## INTERNATIONAL

Revue des peuples  
du monde

PÈKIN INFORMATION N° 11

«La bande des quatre s'oppose à la modernisation socialiste». Cet article, très approfondi, analyse les rapports dialectiques entre révolution et production dans la société socialiste. L'opposition des quatre à la modernisation du pays est caractérisée comme une trahison du matérialisme historique. En effet : «l'homme doit pouvoir se nourrir, boire, s'habiller et se loger : sans l'activité de production, il n'y aurait pas d'activités politique, scientifique, artistique et autres». Le développement de la production, la discipline révolutionnaire ne sont pas contradictoires avec la révolte et la lutte contre la bourgeoisie. L'article précise que, dans le cas où une région est sous l'influence d'une ligne révisionniste, «le personnel de ces unités et la population de ces régions doivent, à plus forte raison, maintenir fermement le principe «faire la révolution et promouvoir la production», se révolter contre ces responsables, contre-carrer et critiquer leur ligne révisionniste, développer la production conformément aux principes socialistes et au plan unifié de l'Etat».

Un article sur «le président Mao et l'Ecole militaire et politique anti-japonaise» retrace le souvenir de cette école dont l'expérience (style de travail et d'étude, transformation de l'idéologie, combinaison du travail et de la production) est un des plus anciens acquis du Parti Communiste Chinois.

Un article sur les «asiles d'aliénés» en URSS dénonce la répression et les tortures dans ces prisons psychiatriques. Un commentaire «Drôles de défenseurs des droits de l'homme» renvoie dos à dos l'impérialisme US et le social-impérialisme en ce qui concerne leur querelle sur les «droits de l'homme» : «On est tenté de se demander en quoi les agents du KGB seraient préférables à ceux du FBI. Comment choisir, en termes de «droits de l'homme», entre les prisons américaines et les «asiles psychiatriques» soviétiques ? Les Noirs américains qui ont eu l'expérience de l'exécrable discrimination raciale dans l'Etat du Mississippi aspireraient-ils à faire celle du chauvinisme grand russe qui sévit en Union soviétique... ridicule est le stratagème du borgne qui va se moquer de l'estropié pour essayer de dissimuler sa propre infirmité !».

«LA LUTTE DU PEUPLE INDIEN CONTRE  
LA DICTATURE ET LA LUTTE CONTRE  
LES DEUX SUPER-PUISSANCES»

Cette revue est une publication du cercle des Trois Mondes, organisation de lutte anti-impérialiste suisse. Abondamment illustrée de photos, elle réunit des textes et des documents fournis principalement par l'«Alliance contre la dictature fasciste en Inde qui publie un journal en Grande Bretagne «India Today».

On y trouve un dossier très complet sur la politique d'infiltration, de contrôle et de pillage de l'URSS, à propos de la question des dettes et du complexe sidérurgique de Botaro. Publiée avant les élections, la brochure du cercle des Trois Mondes les situe dans le cadre de l'état d'urgence et laisse prévoir l'échec d'Indira Gandhi dont la faillite est dénoncée. Mais les révolutionnaires indiens ne se font aucune illusion sur les autres partis, maintenant au pouvoir. En effet, en Inde, la démocratie est piquée sur des structures féodales, les partis eux-mêmes étant dépendants de ces structures : «Toutes les élections qui ont eu lieu depuis 1947 n'ont jamais amélioré les conditions de vie des paysans pauvres et des travailleurs qui forment la majorité de la population. Le peuple indien ne gagnera pas la liberté, l'indépendance et la démocratie par la voie des urnes, urnes dont les clés sont aux mains de la minorité de propriétaires, d'industriels, et par eux des puissances impérialistes. Le peuple travailleur indien ne gagnera la vraie démocratie que lorsque, sous une direction politique juste, il prendra ses intérêts en main, abattra les restes du féodalisme à la campagne, mettra à la porte toutes les puissances impérialistes et tous ces gros capitalistes qui l'asservissent».

BULLETIN DU VIETNAM 15.3.1977

En première page, un article est consacré à la campagne «lumière de la culture» dirigée par le ministère de l'éducation du Vietnam et l'Union de la Jeunesse Communiste. Cette campagne vise à liquider pour l'essentiel l'analphabétisme dans l'ensemble du pays en 1977 grâce à la mobilisation de la jeunesse, à développer des cours d'enseignement complémentaire dans les régions rurales et à former des forts contingents de jeunes ayant atteint le niveau du secondaire pour répondre aux besoins de l'édification socialiste. Le reste du bulletin est consacré principalement à la situation à Ho Chi Minh ville : bilan de la campagne d'alphabétisation, de la reconstruction de la ville, de la rééducation des drogués et des prostituées. 700 000 personnes déportées par l'ancien régime fantoche ont pu retourner travailler à la campagne. De nombreux anciens commerçants et patrons se sont intégrés à des coopératives et participent à la production.

Inde

LE NOUVEAU  
GOUVERNEMENT:  
QUELLE DEMOCRATIE ?

Alors que le nouveau premier ministre Desai avait annoncé la formation d'un gouvernement d'union associant toutes les tendances de la coalition électorale victorieuse, samedi, la participation de Ram, leader des intouchables et des socialistes n'était pas assurée. Fernandes, dirigeant du parti socialiste et leader des cheminots pendant la grève de 1974, qui vient de sortir de prison, était pressenti pour être ministre. Il ne semble pas avoir accepté. Contrairement à son parti, Fernandes avait appelé au boycott des élections, comme les révolutionnaires.

La constitution du cabinet

marque la domination des éléments les plus réactionnaires de la coalition qui ont utilisé la colère des masses contre la dictature fasciste d'Indira Gandhi. Le nouveau gouvernement ne sera jugé que sur ses actes : va-t-il libérer les prisonniers politiques, rétablir les libertés démocratiques, arrêter la répression contre les masses. Si les aspects les plus criants de la politique du Parti du Congrès, comme la stérilisation forcée, sont condamnés, Desai, dont les liens avec l'impérialisme US sont connus sera sans doute aussi incapable que la fille de Nehru de tenir ses promesses de «justice» et «d'égalité».



Le peuple indien manifestant son enthousiasme après la défaite d'Indira Gandhi aux élections générales.

TENTATIVE  
DE COUP D'ÉTAT  
EN THAÏLANDE  
LA JUNTE  
FASCISTE ISOLÉE  
ET DIVISÉE

Samedi matin, un groupe de militaires a tenté de prendre le pouvoir à Bangkok en occupant des points stratégiques et plusieurs stations de radio. Dans leurs communiqués, les rebelles dénonçaient l'échec de la junte militaire fasciste au pouvoir depuis le coup d'État de septembre 1976 et annonçaient sa dissolution. Ils promettaient de «rétablir la démocratie aussi rapidement que possible». Mais l'armée dans son ensemble n'ayant pas soutenu le putsch, et la plupart des généraux ayant lancé un appel à la télévision, les dirigeants de la rébellion se sont rendus. La junte les aurait autorisés à s'exiler.

Ces événements reflètent la situation critique dans laquelle se trouve la junte fasciste après six mois de pouvoir. Pour pouvoir mener jusqu'au bout la guerre contre la lutte de guérilla du Front Patriotique dirigé par

le Parti Communiste Thaïlandais, elle a noyé dans le sang l'opposition démocratique et a suspendu toutes les libertés politiques. Depuis, de nombreux membres de l'opposition démocratique ont rallié la lutte de libération dans les campagnes. Il ne se passe pas de jours sans que les patriotes remportent des victoires sur l'armée fasciste ; plusieurs provinces, incontrôlées par le pouvoir, sont soumises au couvre-feu. Si la lutte des révolutionnaires thaïlandais s'est élargie, cette situation a contribué à diviser les rangs de l'armée. Les fascistes ont proposé de faire appel au roi pour qu'il exerce le pouvoir directement. Mais celui-ci, déjà largement dénoncé par ses responsabilités dans le coup d'État, n'est qu'une carte usée : il ne pourra rien changer à l'isolement croissant des ennemis du peuple thaïlandais.

KAMPUTCHÉA  
DÉMOCRATIQUE  
Communiqué de presse

A propos de la demande des Etats Unis d'envoyer une délégation au Kamputchéa démocratique, le communiqué de presse précise les raisons du refus du gouvernement cambodgien : «à l'égard du peuple progressiste américain, le peuple de Kamputchéa a toujours de l'estime. En particulier, il n'oublie jamais le soutien que lui ont accordé le peuple, la jeunesse, et les hommes politiques progressistes américains dans sa lutte contre la guerre d'agression des impérialistes américains... Quant aux impérialistes américains, le peuple de Kamputchéa n'oublie jamais les actes d'ingérence, les activités subversives, le coup d'Etat, l'agression et la guerre dévastatrice auxquels ils se sont livrés au Kamputchéa. Le peuple du Kamputchéa a subi des pertes immenses... Pour cette raison, le peuple de Kamputchéa ne peut accepter ni la demande formulée par les impérialistes américains d'envoyer une délégation américaine effectuer une visite au Kamputchéa, ni la rencontre proposée».

RAPPORT À  
L'ORGANISATION  
MONDIALE DE LA SANTÉ  
LES SIONISTES  
FONT TOUT  
POUR CHASSER  
LES HABITANTS  
DES TERRITOIRES  
OCCUPÉS

Une commission internationale, chargée de rédiger un rapport à l'OMS sur la situation sanitaire des Palestiniens dans les territoires occupés, a recueilli la semaine dernière des éléments donnés par le gouvernement égyptien et l'OLP. En effet, cette commission n'a pu se rendre en Palestine occupée.

D'après ces rapports, la situation sanitaire s'est considérablement dégradée dans les territoires occupés depuis 1967. Les sionistes, dans ce domaine, utilisent tous les moyens pour chasser les Palestiniens. Beaucoup d'unités de soins ont été détruites ou mises hors d'usage : l'hôpital d'El Arish a été démantelé, tandis que l'immeuble du Croissant Rouge à Jérusalem est devenu un poste de police.

Les occupants refusent également d'organiser la prévention : les campagnes de vaccination ne sont pas faites, et dans certains cas des vaccins périmés ont été utilisés, ce qui a entraîné la recrudescence de graves maladies. De plus, les sionistes pourchassent les médecins arabes et palestiniens, interdisent à la population de recevoir des secours médicaux, pharmaceutiques ou alimentaires d'autres pays ou d'organismes internationaux. Cette absence de soins est une politique délibérée des occupants sionistes qui complète leur politique de répression et de spoliation pour faire des Palestiniens des territoires occupés des parias sur leur propre terre et les forcer à émigrer.

ZAIRE :  
LES COMBATS  
CONTINUENT

Depuis l'invasion du Zaïre par les ex-gendarmes katangais venus de l'Angola, les combats n'ont pas cessé entre les forces zaïroises et ces groupes. Tous les matins, les envahisseurs attaquent les positions des forces zaïroises, et ceux-ci ripostent avec leur aviation. D'autre part, le Nigéria a offert sa médiation pour arrêter le conflit. Le gouvernement zaïrois a accepté cette médiation et son porte-

parole officiel a déclaré : «Le Nigéria a contacté le Zaïre, les Etats Unis, l'URSS et l'Angola, auxquels il a offert sa médiation. Le Zaïre, fidèle à sa vocation africaine, ne voit en principe aucune objection pour autant que l'Angola soit d'accord».

CONGO :  
6 EXÉCUTIONS

Après l'Assemblée Générale, exécuté le vendredi, 6 personnes impliquées dans l'assassinat du président N'gouabi ont été exécutées.

La semaine du cinéma albanais

# UN CINÉMA POUR LA REVOLUTION

Par Camille NOËL

En organisant, à Paris comme en province, une semaine du cinéma albanais, l'Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai prend une initiative heureuse.

En effet, la jeune cinématographie albanaise est encore largement inconnue en France. On peut d'autant plus le déplorer que la jeunesse du cinéma albanais ne l'empêche pas pour autant d'être déjà chargé d'histoire. Car le cinéma rejoint la révolution, dont il est d'abord le fruit, et ensuite une arme.

Fruit de la lutte du peuple pour le socialisme et la révolution, le cinéma albanais l'est incontestablement : officiellement, il est né en avril 1947, avec la création du premier «Kinostudio», qui organise alors, sur des plateformes automobiles, les premières projections dans les campagnes de quelques documentaires relatant les actions de masse menées pour relever le pays de ses ruines : par exemple, «Les visites du camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, dans les régions centrales et méridionales d'Albanie». Dans le même temps, la pauvre infrastructure cinématographique laissée par l'occupant (17 salles dans tout le pays) est nationalisée.

Les documentaires idéologiques se développent, parallèlement à la mobilisation populaire pour la réalisation des objectifs révolutionnaires. Avec le retour de cinéastes formés à l'école soviétique, en 1952, et la création des studios «l'Albanie Nouvelle», apparaissent les premiers longs métrages de fiction. Mais très vite, le cinéma albanais subira les contre-coups de la rupture avec l'URSS en 1961, et, depuis, on peut dire qu'il a trouvé réellement sa voie propre : celle d'un cinéma

politique, de masse, en totale rupture avec le cinéma soviétique. Car le film albanais n'est pas seulement lié aux différentes étapes du processus révolutionnaire ; il est aussi partie prenante, à chaque moment, du débat idéologique que nourrit la construction du socialisme.

Lorsqu'après 1966 est engagée la lutte contre les influences étrangères au socialisme, le «Kinostudio» de Tirana fera l'objet de visites répétées de groupes de contrôle ouvrier, élus dans les usines et fermes d'État par les collectifs ouvriers et paysans insatisfaits de la qualité de la production cinématographique ou de la part encore trop grande faite aux films étrangers.

Se faisant le porte-parole des masses, Enver Hoxha déclarait alors : «Nos cinémas projettent de mauvais films des pays capitalistes et révisionnistes. Comment supporte-t-on des films tchèques, roumains ou hongrois, comme «Comment je suis devenu policier» et d'autres ordures de ce genre ? Non seulement le choix de films étrangers est mal fait, mais on invoque pour cela que nous manquons de films ! Les films que nous produisons sont excellents en comparaison de ceux que l'on nous sert de l'étranger avec des bandits et des cow-boys !»

Dans ce même discours de décembre 1974, qui est à l'origine de quelques uns des films qui nous sont présentés aujourd'hui, Enver Hoxha définissait ainsi la voie du cinéma albanais : «Toute œuvre, de quelque genre qu'elle soit, doit, quant au fond, se maintenir dans la juste ligne politique, idéologique et morale. Elle doit représenter une situation de façon réaliste, en rendre les aspects généraux et typiques. L'œuvre doit d'abord inspirer, éduquer et enthousiasmer. Quant à la force et



Photo extraite de «La fille de la montagne».

## La semaine des studios d'art et d'essai en France

- 30 mars au 5 avril : Paris (Gît-le-Cœur, 12, rue Gît-le-Cœur, 6<sup>e</sup>). Permanent de 12 à 24 h.
- 26 avril au 1<sup>er</sup> mai : Tours - Studio 4
- 4 au 10 mai : Grenoble - Nef
- 11 au 17 mai : Montpellier - Club
- 18 au 24 mai : Aix-en-Provence - Cézanne 6
- 1<sup>er</sup> au 7 juin : Lyon - Le Canut

à l'intensité de l'effet qu'elle doit produire, elles dépendent de la profondeur de son contenu idéologique, de la forme, du style, des images, des couleurs, etc...»

De fait, on percevra immédiatement, dans chacun de ces films, leur portée

«pédagogique» en quelque sorte, qui commande à la structure d'ensemble : symboles, les héros figurent généralement à eux seuls le processus de prise de conscience d'un peuple, de ce qui est nécessaire à sa libération révolutionnaire. Et souvent, la mort du héros est le point de rupture qui permet à tous d'engager la lutte comme lui l'a menée jusqu'alors (sur ce point, le meilleur exemple est peut-être «La fille des montagnes» et «Le commissaire de la lumière»).

Donc, un cinéma peu connu et venu d'un pays où le socialisme est l'affaire des masses. Mais les salles obscures françaises, où les rumeurs de la rue ne pénètrent guère, ne doivent pas faire oublier qu'un film, en Albanie, est d'abord quelque chose qui se projette dans les usines, les fermes et les quartiers et dont chacun, ensuite, débat. Lénine disait que le cinéma est «une petite vis» dans le combat révolutionnaire : il en est bien ainsi aujourd'hui en Albanie.

● **LE DERNIER HIVER** (Noir et blanc, 1976, adaptation du roman d'A. Kondo «les femmes de mon village») : l'organisation des femmes albanaises, dans un village occupé par les Allemands, en vue de ravitailler et de soigner les soldats de l'Armée de Libération Nationale.

● **BENI MARCHÉ TOUT SEUL** (Noir et Blanc, 1976) : l'histoire d'une éducation. Celle de Beni, petit garçon élevé dans un esprit individualiste par ses parents, et qui, grâce à son oncle, découvre un été, la solidarité effective des enfants d'une communauté paysanne.

● **L'AFFRONTÉMENT** (Couleurs, 1976) : comment les ouvriers et paysans pauvres luttèrent dans les campagnes pour l'application de la réforme agraire en 1948, alors que les grands propriétaires organisaient la pénurie de blé.

● **LE COMMISSAIRE DE LA LUMIERE** (noir et blanc, 1966) : l'histoire de Dritan Shkaba, jeune instituteur qui s'établit à la Libération, en 1944, dans les zones arrières des montagnes pour combattre l'analphabétisme. Assassiné par les propriétaires fonciers qui ont assis leur domination sur la superstition paysanne et son exploitation, Shkaba devient le symbole des paysans pauvres qui prendront les armes pour détruire les bandes de la réaction.

● **LES CHEMINS BLANCS** (couleur, 1974) : une action véridique : celle d'un jeune postier parti seul, à la Noël, dans une tempête de neige, réparer la ligne téléphonique abîmée qui relie le village aux autres villes, afin que les ouvriers et paysans puissent échanger leurs vœux. Il devait y trouver la mort.

● **L'OPÉRATION FEO** : (noir et blanc, 1973) : A la Libération, l'organisation, par les masses, des bataillons de la sûreté d'État, en lutte contre les espions et la réaction, à partir de faits réels.

● **LA FILLE DES MONTAGNES** : (noir et blanc, 1974, opéra, avec l'orchestre symphonique de Tirana). Certainement le film le plus connu de la jeune cinématographie albanaise. Un succès mérité, pour cette histoire de la jeune partisane, la fille de Ghinin, qui lutte pour que ses sœurs libèrent des idéologies religieuses dont elle fut, avant-guerre, la première victime.



Photo extraite de «Béni marche tout seul»

# La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Mardi 28 mars 1871



Tous les témoins sont unanimes à chanter la grandeur inoubliable de cette cérémonie sur la place de l'Hotel de Ville où fut proclamé la Commune.

Lissagaray : «Les bataillons, tambours battant, le drapeau surmonté du bonnet phrygien, la frange rouge au fusil, grossis de lignards, artilleurs et marins fidèles à Paris, descendirent par toutes les rues sur la place de Grève, comme les affluents d'un fleuve gigantesque.

Jules Vallès : «Quelle journée ! Ce soleil tiède et clair qui dore la gueule des canons, cette odeur de bouquets, le frisson des drapeaux, le murmure de cette révolution qui passe, tranquille et belle, comme une rivière bleue...

Quoi qu'il arrive, dussions-nous être de nouveau vaincus et mourir demain, notre génération est consolée. Nous sommes payés de vingt ans de défaites et d'angoisses».



Louise Michel : «Sur une estrade est le Comité Central : devant eux, la Commune, tous avec l'écharpe rouge. Peu de paroles dans les intervalles que scandent les canons. Le Comité Central déclare son mandat expiré et remet les pouvoirs à la Commune. On fait l'appel des noms ; un cri immense s'élève : Vive la Commune ! Les tambours battent aux champs, l'artillerie ébranle le sol.

— Au nom du peuple, dit Ravvier, la Commune est proclamée.

.... Pas de discours, un immense cri, un seul : Vive la Commune !

Vuillaume : «Les bataillons s'ébranlèrent. A la nuit, ils défilaient encore. On voyait confusément des mains se tendre vers l'estrade. D'autres se rapprocher. Des bouches criaient encore et toujours : «Vive la Commune» jusqu'à perdre le souffle.»



Dans les quartiers populaires l'on fêtait joyeusement l'avènement de ce premier gouvernement des travailleurs.

# 3 PARIS M<sup>e</sup> Maubert RASSEMBLEMENT

## AVRIL MUTUALITÉ COMMUNISTE

14 heures



EN LORRAINE

Ce rassemblement sera un temps fort de la campagne de propagande sur le socialisme qui s'est traduite par de nombreuses discussions aux portiers des principales usines de notre région, dans la sidérurgie, à la mine, dans les réunions de cercle. Partout où on suscite leur initiative, on se rend compte que les travailleurs ont des idées, et des exigences sur la société qu'il faut construire pour remplacer le capitalisme en crise.

Comment dans notre région est vécue cette crise, comment se manifestent ces aspirations révolutionnaires ? Voilà ce que nous essaierons de montrer par l'intervention d'un sidérurgiste, et aussi par le stand de notre fédération qui sera centré sur les deux points les plus marquants de ces derniers mois en Lorraine : l'assassinat des 16 de Merlebach, l'application du plan Barre dans la sidérurgie...

Viendront au rassemblement, des travailleurs des principales usines de la région :

- Sidérurgie : Sollac, Sacilor, Micheville, Usinor Longwy.
- Puits V de Merlebach
- SNCF Thionville
- Berger Levrault Nancy

Nous appelons les lecteurs du QdP à participer à ce rassemblement, à prendre contact avec les militants du parti, ou au local du QdP

- Départ collectif de Nancy, Thionville, Longwy.
- QdP : 54, rue Saint Julien Nancy. Tél. 24.53.48 à partir de 18 h.

FÉDÉRATION DE LORRAINE DU PCRml

## UNE SEULE SOLUTION :

# LA REVOLUTION SOCIALISTE !

Le matin : manifestation à 10 heures, au métro Oberkampf

- ★ Films, diapos. ★ Stands des régions de France. ★ Stands des peuples en lutte
- ★ Chants et musique. Et le groupe IMAGO.

★ Avec des révolutionnaires d'ITALIE et d'ESPAGNE. ★ Et des témoignages sur la LUTTE DES OPPOSANTS EN URSS.

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

ABONNEZ-VOUS  
AU  
QUOTIDIEN DU PEUPLE  
1 AN 300 F

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F  
Abonnement de soutien : 500 F  
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :  
en une fois .....  
en trois fois (échelonné sur trois mois).....



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC-Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

59<sup>e</sup> épisode

Etienne rentra chez lui en fin d'après-midi. Après un long détour par les Pertières et la vallée de l'Oscence, il était descendu par les Baraques, pédalant et portant sa bicyclette tour à tour, selon le terrain, évitant La Chapelle-en-Vercors, bombardée aussi par l'aviation allemande. Il avait même poussé jusqu'à Saint-Martin, pour essayer d'obtenir des renseignements. Quelques maquisards interrogés devant le poste de commandement d'Hervieux ne savaient pas grand-chose : « On s'attend à une attaque allemande : Alger est tenu au courant, heure par heure ; on continue à demander du matériel lourd. »

A la ferme, Etienne trouva sa mère et sa sœur très calmes. La pièce respirait l'ordre. Des fleurs, cueillies par Hélène, ornaient la table.

— Etienne ! Où étais-tu ? Nous étions inquiètes, dit-elle. Il faut nous dire où tu vas !

— Je crois que j'ai mieux fait de ne rien vous dire. Je suis allé à Vassieux.

La mère et la fille levèrent la tête.

— Mais alors...

— Rien du tout. Le bombardement a commencé avant que j'arrive. Je me suis caché. J'ai eu chaud !

— Etienne !

Sa mère l'entoura de ses bras pour le protéger des bombes, depuis longtemps explosées,

— Fou ! Petit fou ! Tu crois que ce n'est pas assez que ton père se batte ?

Elles l'avaient attendu pour se mettre à table. Etienne eut l'impression que, les hommes partis, l'harmonie régnait à la ferme : plus de sous-entendus, plus de discussions. Il ne subsistait que l'anxiété, la résignation, à peine perceptibles dans la conversation. Hélène et Emeline avaient rangé la pièce pour distraire leur attention des bombardements, de la déchirure que laissait en elles le départ des hommes.

Rompant par la peur et l'effort physique, Etienne aussi se calma. Après le dîner, il s'assit aux pieds de sa mère et posa sa tête sur ses genoux pour oublier la terreur de cette journée. Il s'endormit devant le feu, le visage éclairé d'un côté par l'âtre, de l'autre par les lueurs de l'incendie qui consumait La Chapelle, sur le versant ouest de la vallée. Plus loin, au sud, un halo rouge couronnait Vassieux en flammes.

Caressant les cheveux de son fils, Hélène parlait à Emeline :

— Tu ne crois pas qu'il est bête, ton petit frère ? Aller courir sous les bombes ? Les hommes sont donc fous dès l'enfance ?

Emeline secouait la tête, tantôt pour dire « oui », tantôt pour dire « non », au hasard des phrases.

Ce jour-là, les Russes prirent Pinsk.

Le 15 juillet, le maréchal Koniev lança une offensive sur le front ukrainien.

Le 16 juillet, la compagnie Goderville prit position au-dessus de Villard-de-Lans, sur un front de quinze kilomètres. En plus de ses deux cents hommes, Goderville avait sous ses ordres les cent cinquante chasseurs du lieutenant Chabal, une section du bataillon Philippe et un détachement composé de trente tirailleurs sénégalais. Les points névralgiques étaient Valchevrière au nord, le bois de la Loubière, le Pas-de-la-Sambue, le Pas-de-l'Ane et le collet de la Coinchette au sud. Ce front avait peu de profondeur, car partout les hommes de Goderville se trouvaient acculés aux falaises qui dominent la route de Saint-Julien et de Saint-Martin, route nord-sud qui traverse le Vercors. La section Vieljeu fut renforcée et placée en réserve. Elle se composait maintenant de quarante hommes.

Vieljeu réussit à s'éclipser un jour pour aller à Méaudre. Thérèse n'y habitait plus ; elle était partie pour Rencurel.

Devenu fataliste, il fut moins déçu qu'il ne l'aurait pensé. Il renonça à chercher là-bas l'institutrice et, regagnant Herbouilly, il reprit son travail : toute la journée, sa section posait des mines dans le bois de la Loubière. Vieljeu prenait plaisir à les amorcer lui-même ; pas le plaisir sadique qu'affectaient certains camarades (« Quand je pense au Bôche qui va sauter dessus », plutôt une joie abstraite née de la contemplation d'un engin mécanique qui représentait à lui seul la mort. « J'amorce la mort », se disait Vieljeu.

(à suivre)

## « LES COLLABOS »

De Pascal ORY

Pascal Ory vient de publier un nouvel ouvrage sur la collaboration. Plus exactement sur « les collaborateurs, 1940-1945 » (Le Seuil, 45f). Ce qui est différent, dans la mesure où Ory s'attache essentiellement à l'appareil idéologique de la collaboration. En parcourant des itinéraires de principaux collaborateurs (Céline, Drieu la Rochelle, Brasillach etc...) l'auteur tente de préciser les grands thèmes de ce que fut la vision globale de la bourgeoisie passée à l'occupant nazi. Tout s'enchaîne bien, tout est clair, et Ory réussit là où, il y a quelques années, Alastair Hamilton s'était quelque peu fourvoyé avec « l'illusion fasciste - les intellectuels et le fascisme 1919-1945 » (Gallimard).

Toutefois, Pascal Ory n'échappe pas à certains travers de cette approche, par trop abstraite souvent, de la collaboration. Car si les collabos ont existé, c'est bien parce que les conditions générales de la période en France autorisaient l'émergence de telles idéologies. La pensée des collabos n'est, en dernière instance, qu'un avatar de la pensée bourgeoise, à l'époque de la crise de l'impérialisme. La nécessité du régime de Vichy dans l'histoire du capitalisme français, a été souvent mise en évidence : devant l'incapacité de Blum à restructurer l'appareil de production sous le Front Populaire, la bourgeoisie a clairement opté, dans son ensemble, pour la solution

de collaboration, qui, en mettant à la solde des nazis en guerre, une économie en crise à la fin des années 30, a permis une concentration et une restructuration que seul l'état d'exception a pu imposer. Cette place de Vichy dans l'émergence du capitalisme monopoliste d'État en France a été souligné par des historiens pourtant non marxistes, comme Paxton « La France de Vichy » (Seuil-Poche, 15F) et Y. Durand « Vichy, 1940-1944 » (Bordas/connaissance, 10F-excellente introduction). Il y a donc pleine corrélation entre les nécessités économiques de classe et l'idéologie des collabos, destinée à justifier celles-ci, tout en fournissant une représentation imaginaire de ces né-

cessités (ordre nouveau, race édue etc...) Il est regrettable qu'Ory se soit engagé délibérément dans une vision partielle de la collaboration : même en s'attachant aux individus, il pourrait retracer précisément le contexte d'alors, qui fut leur scène politique. Mais son minutieux travail décape l'idéologie bourgeoise en crise, au moment où au cinéma comme dans la presse, des nostalgiques relèvent la tête.

C. NOËL



▲ 3 magistrats qui comme la plupart de leurs confrères ont prêté serment au maréchal, doivent répondre de leurs actes.

▼ Stéphane Lauzanne : journaliste collabo condamné à 20 ans de réclusion à la Libération.

### Programme télé

LUNDI 28 MARS

#### TF 1

12 h 30 - Midi première  
13 h 00 - TF 1 actualités  
13 h 35 - La télévision régionale  
13 h 50 - Restez donc avec nous  
18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Gedéon  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 00 - Les lettres volées  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien... raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - L'avenir du futur : Krakatoa, à l'est de Java.  
23 h 05 - Journal et fin.

#### A 2

13 h 50 - Ne le dites pas avec des roses.  
14 h 00 - Aujourd'hui madame

15 h 05 - Les jeudis de madame Giulia.  
15 h 55 - Aujourd'hui magazine.  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - La tirelire  
20 h 00 - Le journal  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 55 - L'art visionnaire  
22 h 55 - L'huile sur le feu  
23 - 35 - Journal et fin.

#### FR 3

18 h 45 - La chronique du mois  
19 h 05 - Sports 22  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
20 h 00 - Les jeux de 20 heures  
20 h 30 - Moi y'en a vouloir des sous, Film.  
22 h 10 - Journal et fin.

## HYDROGENE : ENERGIE HORIZON 2000

Par Serge LIVET

Les énergies fossiles : charbon, pétrole ont constitué jusqu'à maintenant l'essentiel de nos ressources énergétiques. Cette époque a fait son temps. Le choix qui a été fait en France est le nucléaire dont on a vu qu'il maintenait une dépendance et qu'il comportait de graves dangers. D'autre part ce choix substitue un monolithisme à un autre, le «tout nucléaire» au «tout pétrole» qui permet aux grandes firmes et aux monopoles privés ou publics de raffermir leur emprise sur le pays, et de réaliser des profits fabuleux.

Ce programme énergétique n'a qu'un avenir limité : l'uranium sera rapidement épuisé, tout comme les ressources pétrolières les plus accessibles, alors que les besoins en énergie croîtront nécessairement. Quel sera alors l'énergie de l'an 2000, et d'ici là comment s'effectuera la transition si l'on refuse les choix démentis de la bourgeoisie ?

Un programme rationnel doit reposer sur une

diversification des sources d'énergie, et leur utilisation, selon leurs caractéristiques. La géothermie, le solaire ainsi que d'autres ressources devraient être utilisées. Pour l'an 2000 les recherches s'orientent vers l'hydrogène, soit comme vecteur de l'énergie, soit comme combustible dans la fusion thermonucléaire.

Dans 30 ans, l'hydrogène résoudra l'essentiel des problèmes énergétiques industriels, avec l'apport du solaire. Mais il y aura place pour les autres sources d'énergie pour des usages spécifiques, l'idéal étant non pas comme EDF tente de l'imposer une seule source, distribuée sous une seule forme : tout nucléaire, tout électrique, mais la diversité et la décentralisation des sources. L'impérialisme tend à nous imposer un modèle irrationnel et rigide, dangereux pour notre avenir. Nous devons mener la lutte sur ce terrain, contre le nucléaire, pour imposer une autre politique énergétique, que seul le socialisme pourra développer pleinement.

### LA FUSION THERMONUCLÉAIRE

#### UN SOLEIL ARTIFICIEL

Il y a deux façons de libérer l'énergie nucléaire : la fission des gros noyaux, ce sont les centrales nucléaires actuelles, ou la fusion des petits noyaux nommée fusion thermonucléaire. Ce dernier principe est celui des bombes H, et aussi du soleil. Tout le problème est d'arriver à contrôler cette réaction et à domestiquer l'énergie qu'elle produit. Pour provoquer la fusion de deux noyaux atomiques, il faut vaincre les forces de répulsion naturelles existant entre les atomes et donc fournir une énergie thermique considérable, de l'ordre de 100 millions de degrés. Pour la bombe H, une bombe atomique classique sert d'allumette.

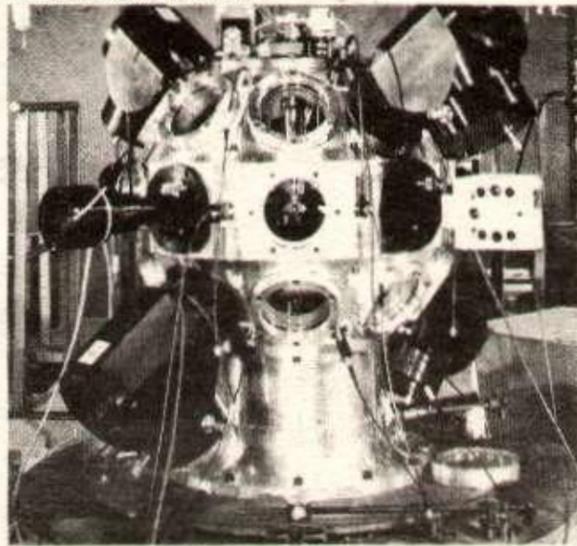
Il y a deux méthodes pour arriver à produire la chaleur nécessaire au déclenchement de la fusion : soit le confinement des atomes par de puissants champs magnétiques, c'est la solution utilisée dans les tokamaks, soit, c'est une méthode qui a donné des résultats positifs récemment aux USA, l'utilisation de très puissants faisceaux lasers pour chauffer le combustible aux températures thermo-nucléaires.

On estime que la fusion thermo-nucléaire contrôlée ne sera pas véritablement au point avant l'an 2000. Il existe un projet européen de réacteur thermonucléaire : le JET, mais s'il y a accord sur le principe de sa construction, il y a divergence sur le lieu de son implantation. A Fontenay-aux-Roses, un «Tokamak» a permis d'importantes découvertes sur la physique des particules élémentaires.

Par rapport à la fission, la fusion thermo-nucléaire présente de multiples avantages. Le combustible utilisé est abondant : il s'agit de deux isotopes de l'hydrogène, le deutérium et le tritium. Le deutérium se trouve dans l'eau à raison d'un trentième de gramme par litre. Le tritium est produit à partir d'un élément métallique, le lithium, dont les réserves ne sont pas négligeables.

La fusion ne nécessite que de très petites quantités de combustible, il en faut 0,5 grammes pour alimenter le réacteur, contre plusieurs tonnes pour les réacteurs atomiques classiques. Les risques d'explosion et les conséquences sont donc limités. Enfin ni le deutérium ni le lithium ne sont radioactifs, seul le tritium est radioactif, mais il peut être réinjecté dans le réacteur.

Chambre d'expérience pour l'étude de la fusion par laser du centre d'Etudes de Limeil.



### HYDROGENE ET PILES A COMBUSTIBLE

Transporter et stocker l'énergie sous une forme directement utilisable a toujours posé problème depuis les débuts de l'industrialisation. L'électricité a constitué sur ce plan un progrès considérable, car son transport est aisé, son utilisation simple et non polluante. Cependant son stockage et son transport sont malaisés ou coûteux.

Au contraire, l'hydrogène se révèle être un excellent vecteur d'énergie : il se transporte et se stocke aussi bien que le gaz naturel et, en plus, peut se stocker sous forme solide ou dans des piles.

L'hydrogène, naturellement gazeux, est transportable par gazoduc et se mélange au gaz naturel. Il peut se stocker sous forme solide dans des substances métalliques. Des voitures ont été expérimentées dont le réservoir était un cylindre contenant un métal en poudre, magnésium, pouvant stocker l'hydrogène, la chaleur d'échappement du moteur suffit pour provoquer la restitution de l'hydrogène sous forme de gazeuse.

Les gaz d'échappement d'un moteur ou d'une centrale à hydrogène ont l'avantage de n'être pas polluants, c'est de la vapeur d'eau. Le mélange hydrogène-oxygène fournit une énergie considérable : il suffit de voir un chalumeau oxyhydrogène. Il peut alimenter les centrales thermiques, avec un bon rendement. L'hydrogène peut remplacer le coke dans les usines sidérurgiques, le procédé est déjà employé aux USA.

Il est utilisé comme carburant sous forme liquide dans les fusées. On envisage son utilisation pour les avions supersoniques. Enfin, stocké dans une pile, il peut équiper des petits véhicules avec un haut rendement et en permettant d'importantes économies.

La production d'hydrogène à partir de l'eau s'accompagne d'une production en quantité égale d'oxygène dont les applications dans l'industrie sont multiples en métallurgie et en chimie.

Le problème qui se pose actuellement est celui de sa production à bas prix à partir de l'eau. Le rendement de l'électrolyse est peu intéressant énergétiquement. Plus intéressant est le procédé de décomposition de l'eau à très haute température. A 2 500°, les molécules d'eau se cassent, oxygène et hydrogène se séparent. On pourrait produire de l'hydrogène avec des fours solaires qui atteignent ces températures. Il est possible aussi de décomposer l'eau dans des réacteurs chimiques en plusieurs étapes à partir de températures de l'ordre de 800° plus aisément réalisables.

L'électrolyse de l'eau peut être aussi obtenue sans courant électrique, par le soleil, en remplaçant les électrodes par des semi-conducteurs photo-sensibles.

### L'ÉNERGIE ÉOLIENNE



Aérogénérateur de 1 000 kw de St Rémy-des-Landes (Manche)

Le vent a été une des premières sources d'énergie maîtrisée et utilisée par les hommes. Pourtant, la technologie a peu progressé dans ce domaine. Le vent, en effet, présente les mêmes inconvénients que le soleil pour une utilisation industrielle : il est intermittent, irrégulier, dans sa répartition géographique, extrêmement variable dans le temps.

Des aérogénérateurs : grosse hélice à trois pales entraînant un alternateur, d'une puissance de 1 000 kw ont été expérimentés, l'un d'eux a fonctionné pendant cinq ans à Nogent le Roi (Eure et Loir) de façon satisfaisante. Mais ce n'est peut-être pas la meilleure façon d'utiliser cette énergie. Les installations de petite puissance, de l'ordre de 10 kw sont plus intéressantes. Ces machines peuvent produire de l'électricité qu'il est nécessaire de pouvoir stocker en raison de l'irrégularité des vents, pour cela le meilleur moyen aujourd'hui est encore la classique batterie d'accumulateurs au plomb. L'idéal serait la pile à combustible quand le procédé sera au point. De nombreuses installations de ce type existent à ce jour, en particulier dans des endroits isolés : certains phares, bouées... L'éolienne est très utilisée et depuis longtemps, pour pomper de l'eau. On peut l'utiliser soit pour le pompage direct de l'eau, soit comme générateur produisant l'électricité, alimentant des pompes électriques. L'EDF s'intéresse surtout aux grandes puissances, dans cette mesure il n'est pas étonnant qu'elle n'ait guère fait d'études sur l'énergie éolienne, dont la nature impose de petites unités de captage autonomes, incompatibles avec une production d'énergie très centralisée.